

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 27 AVRIL
N° 171 1,50 F

Belgique 15 F
Commission paritaire n° 56 942

HBL (Merlebach) ENCORE UN MINEUR TUÉ !

Les Houillères du Bassin de Lorraine ont tué ! Hier, à Merlebach, un jeune mineur de dix-huit ans est mort au fond. Première riposte à cet assassinat : la CGT a décidé d'appeler les mineurs du bassin à faire grève aujourd'hui.

La politique agricole discutée à l'Assemblée :

DEMAIN LES LUTTES

Avec le débat sur la politique agricole qui s'ouvre aujourd'hui au Parlement, les promesses ne vont pas manquer de fleurir.

Mais sur les promesses des parlementaires, les paysans savent à quoi s'en tenir. Pour la deuxième année consécutive leur niveau de vie, d'après les chiffres officiels, a diminué. Il a baissé de 0,3% en 75, chiffre qui traduit mal l'appauvrissement des petits paysans, viticulteurs, producteurs de lait et de viande en particulier car il s'agit d'une moyenne, englobant les revenus des gros paysans qui ont augmenté et ceux des petits paysans qui ont considérablement diminué.

Les paysans ont pu se rendre compte que c'était le gouvernement le responsable de leur paupérisation. C'est le gouvernement qui maintient les prix agricoles à des tarifs qui ne permettent pas aux plus pauvres de survivre. Ainsi le prix du lait n'a pratiquement pas augmenté et celui de la viande stagne, tandis que ceux des engrais et des machines grimpent constamment.

Confrontés à cette politique qui les mène à la ruine les petits paysans commencent à se démarquer de ceux qui veulent maintenir leurs luttes dans le cadre strict de la défense de l'agriculture,

c'est-à-dire des intérêts des plus gros producteurs. Ce qu'ont montré les actions de ces dernières années et les récentes manifestations, c'est qu'une fraction croissante des petits et moyens paysans nouent des liens de lutte avec les autres travailleurs et affrontent ceux qui les oppriment et l'Etat qui les soutient. Ainsi, il est de plus en plus fréquent de voir des paysans aux piquets de grève, venus apporter leur soutien en nature aux ouvriers grévistes, ou de les voir participer à des manifestations ouvrières.

Quand les paysans, traditionnels soutiens du pouvoir bourgeois, se détachent de leurs oppresseurs et se tournent vers la classe ouvrière pour se battre à ses côtés, le pouvoir s'affole et parle le langage de la répression brutale. Aujourd'hui, les manifestations paysannes sont de plus en plus souvent sauvagement réprimées, deux paysans l'ont payé de leur vie.

Réduits à la misère, frappés par le chômage et l'aggravation de leurs conditions de vie et de travail, ouvriers et petits paysans se heurtent désormais à la même répression violente. Loin de briser leur unité naissante, cette brutalité ne fera que la renforcer.

Serge LIVET

- Etudiants : Jussieu, sortir de la situation de blocage p. 3
- SNIAS (Châteauroux) : le tribunal reculé p. 4
- Agret : vers la révision du procès p. 6
- Espagne : grève dans tout le bâtiment p. 8
- Brésil : quand le miracle devient mirage p. 12

PORTUGAL RIEN N'EST TRANCHE



Le raz-de-marée ne s'est pas produit. La droite classique portugaise n'a pas remporté la victoire qu'elle escomptait, et qui lui aurait permis de remettre en cause l'équilibre des forces au sein du gouvernement actuel, 5,8% en plus, si l'on ajoute les voix du «Centre Démocrate Social» (CDS) et du Parti Populaire Démocratique (PPD), ce n'est pas, loin de là, ce qui leur permettra de constituer une majorité parlementaire. On est loin des déclarations faites di-

manche soir par Sa Carneiro, secrétaire du PPD, qui, au vu des premiers résultats, remettait en cause l'existence du gouvernement actuel et prétendait contacter le seul CDS. Hier soir, restant dans le vague, il annonçait simplement qu'il s'adresserait à la fois à ce parti et au parti socialiste.

Certes, une partie de l'électorat socialiste de l'année dernière, parmi ceux qui avaient voté «utile» contre le parti ré-

visionniste, est retournée vers les partis de la droite classique. Mais le mouvement réduit est réduit à 3%, une bonne partie du reste de l'avancée de la droite classique doit provenir des «retornados», les colons rentrés d'Angola, en direction desquels le CDS, tout particulièrement, a axé une bonne partie de sa campagne.

Voir page 7

Foyers Sonacotra APRÈS LES RATONNADES LE COMBAT CONTINUE

«Notre manifestation de samedi est un grand succès», c'est l'avis unanime des travailleurs immigrés que nous rencontrons dans les foyers, tant à St-Denis qu'à Bagnolet...

«Giscard nous a attaqués et nous a traités de criminels. La manifestation, elle, a montré que

nous étions des ouvriers comme les autres et que nous avions des droits à défendre, que c'était fini l'esclavage, fini !» explique un travailleur tunisien qui ajoute : «Je travaille dans le bâtiment et quand je dis aux ouvriers français le prix du loyer pour la chambre de 9 m², ils me disent : c'est normal de

faire grève». «Et samedi, précise un de ses camarades, on a vu de nos yeux que la moitié du cortège, c'était des Français. Ils ont répondu à notre appel, c'est bien».

Voir page 4

Le 2^e procès Goldman ouvert

Le second procès de Pierre Goldman s'est ouvert hier, devant la Cour d'Assises d'Amiens. Juridiquement, c'est le procès d'un homme accusé de trois agressions à main armée, qu'il a reconnues, et d'homicide et de tentative d'homicide, ce qu'il a toujours nié.

Il s'agit pourtant de bien plus que cela, et le procès Goldman dépasse largement sa seule personnalité. Pour la classe bourgeoise, Goldman devait être coupable, et ceci non pas en raison de ce qu'il avait commis, mais en raison de son passé : militant à l'UEC, opposant à la ligne du PCF, puis «guerrillero» en Amérique Latine. Ce passé où l'homme révolté contre l'ordre bourgeois l'a vite cédé à l'aventurier, la bourgeoisie voulait en faire l'image du militant révolutionnaire finissant par devenir un simple «braqueur». Et pour tenter d'apaiser la grande peur qui agite cette classe depuis 68, il fallait en faire un assassin.



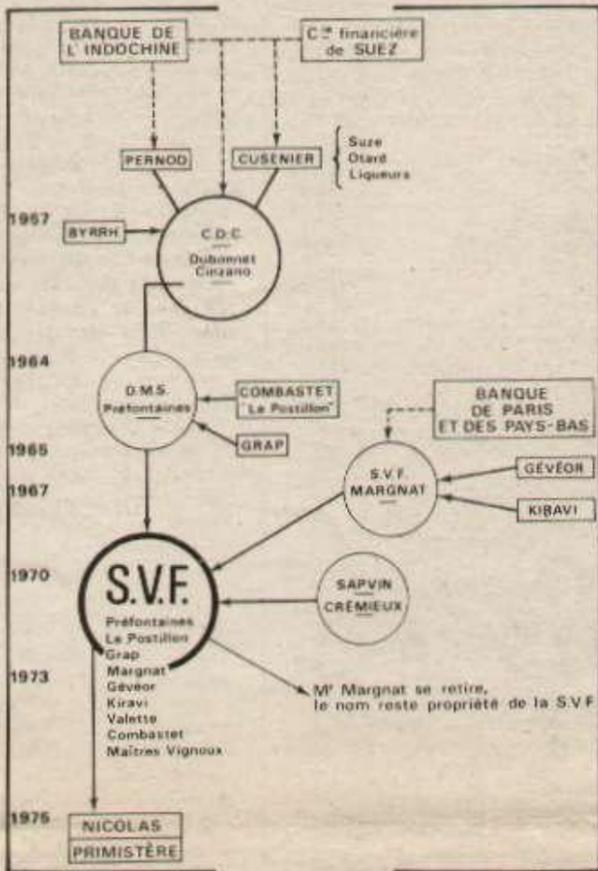
Pierre Goldman s'y est opposé, farouchement et intelligemment. Le jugement de la Cour d'Assises qui, en 74, l'avait condamné à la prison à perpétuité, avait déclenché une émeute dans la salle. Ce jugement a été cassé.

voir p. 6
le compte-rendu
de l'audience

ENQUÊTE ET REPORTAGE

Après la fusillade de Montredon **OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ? -12-**

LE NEGOCE Le colosse SVF



On comprendra mieux le soutien du négoce par le gouvernement en consultant très attentivement ce tableau que j'emprunte à Mr Sutra, vice président de la cave coopérative de Tourbes et rapporteur du projet de loi de l'office des vins devant les commissions du parti socialiste et qui résume l'histoire de la constitution du colosse SVF la Société des vins de France.

Le lecteur sera sans doute intéressé de savoir que M. Marc Hanrion

(Préfontaines) est le beau-frère de M. Valéry Giscard d'Estaing, que M. Crémieux est lié à M. Ponia-towski et que le mariage de Pernod avec Cusenier, la naissance de la CDC, l'adoption de la DMS et de quelques «orphelins» sont dus à la générosité de la banque d'Indochine. Liée au groupe Schneider, Mme Valéry Giscard d'Estaing est petite fille de M. Schneider...

(Extrait de : «La révolte du Midi», ouvrage des Comités d'Action Viticoles - p. 139).



LE MAIRE «COMMUNISTE» AUSSI...

(Doumeng)

Décembre 1975, six cars de viticulteurs ne prennent pas la direction de Sète où se tient une manifestation, ils se dirigent sur Toulouse, y pénètrent à la tombée de la nuit, demandent plusieurs fois leur chemin à des agents de carrefour et parviennent à leur objectif : les chais d'inter-agra dont le PDG est Jean Baptiste Doumeng dont on sait les attaches avec le P.C.F. (Maire «communiste» de Noé et fondateur du Modef...).

Doumeng «pèse» lui aussi fort lourd en certaines de milliers d'hl de vins étrangers entrés ces dernières années en France. Il ne serait pas lo'n de contrôler d'une façon ou d'une autre la moitié du marché d'importation du vin italien...

Après le coup de main des viticulteurs contre ses chais, Ramel n'avait et n'a d'ailleurs depuis, qu'un mot à la bouche : «Je ne suis pas un fraudeur». Et l'argument qu'il finit par employer pour étayer sa défense est un irréfutable aveu : «Si l'on devait appliquer la législation à la lettre 70% des vins ne pourraient être commercialisés». Ce qui veut dire que 70% des vins vendus ne sont pas conformes à une législation déjà bien «adaptée» aux exigences du négoce. «Je ne suis pas un fraudeur. Pas plus que les autres négociants. Je n'ai jamais eu plus de procès et de contentieux que mes collègues...». Nous n'allons pas entrer dans cette comptabilité. Les propos de ce PDG outragé sont assez éloquentes par eux mêmes...

Comment l'est aussi, dans le même temps, son attitude vis à vis du pouvoir. Un défi, lancé par le «comité d'entreprise» fantôme interposé. Entre autre, ce «Comité d'entreprise des Etablissements Ramel» déclare : «Nous exigeons qu'une en-

quête soit ouverte pour faire éclater la vérité au grand jour. Nous ne sommes «ni des trafiquants, ni des fraudeurs patentés». Nous exigeons que les responsables des services des Fraudes citent tous les négociants qui, actuellement, ont les mêmes problèmes que nous à l'importation et précisent pourquoi seul Ramel, a fait l'objet d'une soi-disant inculpation pour une soi-disant fraude alors que les vins incriminés sont toujours sous contrôle des services publics malgré leur conformité analytique aux lois françaises et communautaires et qu'ils sont loyaux et marchands...».

«... Nous ne sommes pas ennemis de la viticulture. Si on nous présente comme tels, c'est que les pouvoirs publics cherchent à se disculper de n'avoir pas vu juste dans la crise viticole et de n'avoir pas su prendre leurs responsabilités et les décisions qui en découlent à temps».

Il arrive parfois que les protégés se retournent et

Le personnel des Vins Ramel déclare :

Nous manifestons et protestons contre la campagne de calomnie lancée contre les Vins Ramel.

Nous demandons aux pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités en donnant satisfaction aux viticulteurs, sans jeter en pâture le négoce des vins qui travaille dans la légalité.

LE 19 AVRIL 1976

tentent par dépit de mordre la main qui jusque là les avait couverts et qui tout à coup, les lâche. «Bouc émissaire» Ramel ? Il se présente ainsi et ça le regarde. Quand il se demande : pourquoi moi ? Il joue trop facilement au naïf, Allons M. Ramel, même si vous êtes parvenu à faire de votre affaire familiale une des premières dans le secteur que pesez-vous devant les colosses comme la SVF ? Vos cris nous intéressent car ils constituent une illustration éclatante du soutien que le

pouvoir bourgeois prodigue à vos semblables.

Et malgré l'injustice dont vous prétendez être victime vous restez l'un d'eux et vous agissez comme eux - et comme ce pouvoir que vous paraissez défier - quand le 12 avril vous envoyez vos camions et une partie de votre «personnel» manifester à Bourg en Bresse, jouant à fond, malgré tous vos dres, la carte de la division entre les viticulteurs et les travailleurs de votre usine. En cela aussi vous dévoilez...

UNE NOUVELLE ETAPE



longtemps aveuglés par les illusions communautaires. A quand le tour de Giscard ? Nous attendons qu'enfin, elle éveille son intérêt...».

Bien qu'il soit un des négociateurs habituels représentant des viticulteurs dans les concertations avec le pouvoir, bien qu'il soit un tribun très applaudi dans les manifestations, bien qu'il jouisse d'un capital indéniable de sympathie auprès de nombreux viticulteurs. La plupart de ceux-ci ne reconnaîtraient pas dans ces phrases ce qu'ils ont appris dans leurs luttes actuelles.

Un autre leader, responsable d'une importante coopérative de l'Aude, très engagé dans les Comités d'Action Viticole nous disait quelques jours avant Montredon : «Ce que les viticulteurs de ma coopérative ont découvert, c'est que le système capitaliste est le vrai responsable de leurs difficultés actuelles et passées.

Plus que cela, ils ont compris que ce système capitaliste est comme un mur sans faille que l'on ne peut grignoter pour le traverser, un énorme mur de béton qu'il faut faire sauter, dynamiter comme les rochers des garrigues...».

C'est effectivement un ciment indestructible qui lie le négoce et son allié le pouvoir bourgeois au ca-

pitalisme. Dénoncer le négoce, le tenir comme l'ennemi, le combattre sans combattre le capitalisme, c'est vouloir grignoter le mur de béton, c'est se condamner à des lendemains de misère, ne rien changer sur le fond.

Alors aux viticulteurs, se pose maintenant la question : comment dynamiter ce mur ? Comment mettre à mort le système capitaliste ? Pour eux, ce n'est plus une question d'école, un sujet de discussion devant un apéritif, mais une question vitale qui fera aboutir ou trahira la lutte qu'ils ont menée jusqu'ici. Tenter de les détourner, d'une façon ou d'une autre, de cette question, c'est enfermer ce mouvement viticole dans une impasse. Au contraire, aider à le préciser, c'est placer ce mouvement sur le chemin qui conduit à la victoire.

LE VIN : LA CORNE D'ABONDANCE DU NÉGOCE DE LA MAFFIA ET DES POLITICARDS BOURGEOIS !

Il est évident que la fraude sur des millions d'hectolitres, ne pourrait pas se faire sans l'appui et la plus totale complicité des hautes sphères politiques. En 1972, les dirigeants viticoles, posant à Cointat le problème des importations de vins italiens se sont entendus répondre : «Il va y avoir des élections en Italie, la situation est trouble. Si nous maintenons une trop forte pression économique, l'Italie risque de basculer soit vers le fascisme, soit vers le communisme. Mais je m'engage à faire cesser ces importations dès après les élections». Les viticulteurs peuvent donc prendre leur mal en patience, en Italie le climat est loin d'être serein. Et surtout, il ne faut pas attendre le soutien des faux communistes du P.C.I. embourbés dans leur compromis historique avec la droite et leur soutien au PDG de Fiat : Agnelli. Ils ne peuvent pas soutenir tout le monde !

ETUDIANTS

Jussieu

LA VOLONTÉ DE SORTIR DE CETTE «SITUATION DE BLOCAGE»

Lundi matin à Jussieu quelques militants autour de leurs panneaux et de leur table de presse. Il faudra attendre 14 H pour que les AG de Sciences et de Lettres convoquées à Jussieu réunissent quelques centaines d'étudiants. La masse des étudiants n'est pas là, si les plus combatifs dominant, certains sont venus pour voir «où on va».

Qu'attendent-ils ? «Qu'on discute vraiment», nous dit un étudiant en deuxième année de Mathématiques, «jusqu'à maintenant la mobilisation a été un peu superficielle». Un autre nous dit : «Que veut-on comme école ? Pourquoi on lutte ? Ça n'a pas encore été discuté».

Il y a aussi le sentiment que le débat est bloqué, car d'un côté, il y a des organisations politiques

qui ne précisent pas clairement leurs objectifs, de l'autre des «inorganisés» qui en s'opposant systématiquement à toute organisation politique, empêchent aussi que le débat de fond soit mis sur le tapis.

Cependant le débat, tendu et houleux, qui s'est engagé en AG a bien mis en avant ce qui inquiète les étudiants : les examens, le relatif isolement de la lutte ; l'expression :

«situation de blocage» était dans toutes les bouches. Nombreux sont les étudiants qui désirent tirer le bilan de la semaine dernière. Ce qui est en cause, c'est l'orientation de la motion majoritaire de Toulouse ; le bilan est clair : il est illusoire de penser pousser les directions syndicales enseignantes ou ouvrières à soutenir un mouvement

lesquels certains proposent le boycott ou la copie collective, voilà des perspectives qui se heurtent au refus du SNES-SUP à s'engager dans la lutte ; bien plus, l'UNEF et le SNES-SUP proposent une prolongation de l'année universitaire pour passer les épreuves.

Hier matin à Jussieu, le constat de blocage n'a pas débouché sur une nette

comme le font les trotskystes, d'une grève générale de l'université en constituant l'unité avec l'UNEF et le SNES-SUP, cela relève de la mystification.

Alors que la combativité est encore forte, les manœuvres convergentes des réformistes, soutenus de fait par les trotskystes, pour faire capoter la lutte,

● ALICE AU PAYS DES SCRUPULES : Samedi, Saunier Sèité participait à un des carrefours pour Giscard des Jeunes Giscardiens. Belle occasion d'affirmer ses options libérales. C'est ainsi qu'elle devait déclarer : «Il est absolument révoltant de penser que des petits groupes de cent à cinquante jeunes gens occupent des universités avec des barres de fer et des cocktails Molotov». Visait-elle les groupes fascistes qui depuis le début de l'année ratonnent dans les universités avec la complicité silencieuse des jeunes giscardiens ? Bien sûr que non, il s'agissait des «gauchistes».

Et de conclure avec un gros soupir : «Il est difficile de faire tirer des policiers sur des jeunes de vingt ans». Tendre Alice...

● Hier, environ 600 lycéens ont manifesté dans les rues de Saintes (lycée technique, lycée agricole et délégation du personnel). A Tours également, plus de 300 lycéens ont manifesté. Les lycées sont aussi en grève à la Rochelle, de même que les étudiants en droit de cette même ville.

Corr. Saintes



qui n'est pas totalement sur leurs bases, il y a cette idée que la lutte n'a pas réellement progressé malgré le succès de la manifestation de vendredi.

Le mot d'ordre de grève générale de l'université, la question pressante aujourd'hui des examens pour

remise en cause des orientations et des manœuvres réformistes ; pourtant la pression était forte dans ce sens, certains étudiants réclamaient l'exclusion de l'UNEF, d'autres désiraient discuter de la liaison à construire avec les luttes ouvrières en cours.

Entretenir l'illusion,

font éclater au grand jour la lutte entre réformisme et voie révolutionnaire. L'affirmation d'un pôle révolutionnaire dans la lutte, le rassemblement des étudiants révolutionnaires est plus que jamais à l'ordre du jour. La coordination d'aujourd'hui doit en être l'occasion.

UNEF TRAHISON !

La direction révisionniste de l'UNEF essaie depuis le début de la grève des étudiants de prendre le train en marche afin de dévoyer le mouvement vers le programme commun. Elle vient de franchir un nouveau pas dans ce sens. René Maurice, président de l'UNEF, prend position dans France-Soir en faveur du passage des examens. Pour ne pas dire clairement qu'elle se dispose à briser la grève et à imposer la reprise, l'UNEF déclare pudiquement qu'elle n'appellera plus systématiquement à la grève. Pour elle, alors que les étudiants en grève exigent massivement l'abrogation de la réforme, il s'agit d'aboutir à une négociation. Voilà qui ressemble à s'y méprendre à la «concertation» que préconise Saunier-Sèité. De deux choses l'une : ou l'UNEF respecte la volonté des étudiants en lutte et exige l'abrogation, en ce cas il n'y a pas besoin de négociations ; ou alors elle trahit le combat des étudiants. C'est ce qu'elle vient de faire une fois de plus. En appelant les étudiants à se concerter avec les professeurs pour fixer les dates d'examens, elle vient au secours du projet ministériel de prolonger l'année.

POLITIQUE

LES VITICULTEURS PRÉPARENT LA JOURNÉE RÉGION MORTE

C'est dans un contexte de lutte que va intervenir dès aujourd'hui le débat parlementaire sur la politique agricole. Donnant dans la démagogie habituelle, Bonnet, ministre de l'Agriculture, s'est déclaré «extrêmement préoccupé par la situation communautaire du marché du lait», pendant le temps que la montagne de poudre de lait ne cesse de s'élever.

Le Midi viticole prépare pour jeudi une opération «région morte». Depuis déjà une semaine, à l'appel du Comité d'Action Viticole des rencontres ont eu lieu, des liens se tissent. Dans cette mobilisation le MIVOC en particulier, joue un rôle important d'impulsion. Les viticulteurs ont rencontré les cheminots CGT de Montpellier, les hospitaliers CFDT de Saint-Éloi, les syndicats CGT-CFDT du personnel de l'École Nationale d'Agriculture, l'Union Locale CFDT de Beziers, la CGT des impôts

de Agde, la CGT de la Sécurité Sociale à Béziers. Une rencontre a réuni également les étudiants de la faculté de Lettres et de Droit de Montpellier, qui participeront à la journée régionale, avec les lycéens du technique...

Jeudi, un grand rassemblement d'unité populaire se tiendra sur l'Esplanade de Montpellier. Une participation ouvrière relativement importante est attendue par les viticulteurs.

A 15 H aura lieu un meeting rassemblant ouvriers et viticulteurs.

Quant aux grands viticulteurs, leur attitude est plus que réservée. La jonction avec les étudiants et surtout l'amorce d'une alliance avec la classe ouvrière n'est pas pour leur plaire. Ils se préparent à créer leur propre syndicat, le «Syndicat des Viticulteurs Vinifiants en Cave particulière».

réglement rapide à la «crise viticole». Il est question que le mouvement de démission s'étende aux maires de l'Hérault.

Cette initiative, si elle ne représente pas une surprise, est l'expression de la pression des viticulteurs, de leur volonté de résister face au gouvernement, de leur mécontentement, malgré les belles paroles de Bonnet et de Chirac.

DÉMISSION DE 415 MAIRES DE L'AUDE

415 maires du département de l'Aude ont annoncé à Carcassonne leur intention de présenter mercredi au Préfet leur démission collective. L'association des maires exige la libération immédiate d'Albert Tesseyre, le viticulteur emprisonné à Marseille à la suite de la fusillade de Montredon. Ils demandent un

PONIATOWSKI : VERS LA SURVEILLANCE GÉNÉRALISÉE

Hier soir, Poniatowski recevait les journalistes de radio-Luxembourg dans son bureau du ministère de l'Intérieur. Pas de déclarations fracassantes, pendant une heure, tout son effort a consisté à rassurer, à présenter un visage bon enfant.

En fait, Poniatowski a opéré un recul. Un récent sondage a montré que la question de la sécurité est passée du 2^e au 3^e rang dans les préoccupations des Français, de 24 % à 17 %. Plus question donc de dramatiser et de crier à l'augmentation de l'insécurité pour justifier celle de la répression. Poniatowski est donc forcé de reconnaître que la criminalité a cessé de s'accroître dès 1974. Alors il change de thème et affirme : c'est grâce à notre action que cela s'est produit, alors que cela prouve qu'il a menti depuis deux ans.

Les premières questions portent sur les manifestations. C'est pour Poniatowski l'occasion de faire assaut d'hypocrisie. Il dénonce la présence de provocateurs et d'éléments incontrôlés dans

les manifestations. Mais dès que les journalistes lui demandent pourquoi ces provocateurs jouissent d'une telle impunité, s'il est vrai qu'il se trouve parmi eux des policiers, il se récrie : c'est une légende. Et il esquive la question.

Mais le plus grave et le plus inquiétant dans cet entretien, c'est la substitution de la notion de sécurité à celle de «liberté». Elle apparaît dans le recours à la «prévention» plutôt qu'à la répression ouverte. Elle passe par une action de surveillance généralisée, et l'ambition de Poniatowski est d'y associer toute la population. Ainsi il annonce un renforcement de l'ilotage : passage de 800 à 2.000 ilots. Mais sous prétexte de protection des vieux, il organise des réunions de ceux-ci avec les commissaires de police sur leur sécurité. De même, à propos de la sécurité des femmes, il va renforcer les patrouilles aux points et aux heures dangereux ; le nombre de flics va encore augmenter dans les quartiers populaires. Même politique encore en-

vers les jeunes, accusés d'être responsables de la majeure partie de la criminalité. Là aussi, il préconise un renforcement de la surveillance.

Ce qui caractérise tout ce discours, c'est la démagogie : Poniatowski s'est longuement attardé sur la sécurité routière, les avalanches, la sécurité sur les plages. En réalité, sous prétexte de sécurité, la bourgeoisie prépare et entreprend la liquidation des libertés démocratiques pour arriver à une société de surveillance généralisée.

Y. B.

LE CONSEIL D'ÉTAT VA SE PRONONCER SUR LA CAS D'UN DES IMMIGRÉS EXPULSÉS

Moussa Konate a déposé recours devant le Conseil d'État pour faire annuler son arrêté d'expulsion. Le Conseil d'État a décidé de se prononcer demain 28 avril sur ce recours.

LUTTES OUVRIERES

Foyers Sonacotra ; après le succès de la manifestation

«IL FAUT FAIRE UN PAS DE PLUS»

suite de la p. 1

Les travailleurs sont aussi vivement impressionnés par le caractère offensif de cette démonstration d'unité Français-immigrés, «la manifestation est telle qu'on voulait la faire», tel est bien le sentiment dominant chez les camarades.

Première étape dans la riposte contre l'expulsion de seize de nos frères de classe, contre la politique de force de Poniatowski, la conscience est nette chez tous, «qu'il va falloir faire un pas de plus», «qu'on ne peut pas en rester là». C'est une chose : la lutte continue et

piètre manœuvre de division n'a plus aucune chance de succès aujourd'hui, cette manifestation aura contribué à resserrer les rangs. Mieux : dès hier soir, le foyer Allende à St-Denis qui avait interrompu la grève, a décidé de la reprendre immédiatement.

«Seulement, rends-toi compte : nous sommes en grève depuis un an, explique un travailleur du foyer Romain-Rolland de St-Denis, une grève d'un an, c'est rare ! Et Giscard, il continue de nous attaquer...» C'est un fait que la bourgeoisie n'a pas

vaillants en lutte de la Sonacotra.

Cela d'ailleurs n'est pas du goût de tout le monde : le P(C)F, entre autres, a multiplié tout au long de la semaine, les tentatives de division : manifestations annoncées puis annulées au dernier moment, comme à Bagnolet, tentatives, contre l'aspiration de la masse des travailleurs de Sonacotra, de séparer la lutte contre la répression de la lutte pour les revendications et enfin, comble de cynisme, l'appel à un «couscous-débat» sur l'immigration à l'heure même de la mani-



tant que les camarades expulsés ne sont pas autorisés à rentrer, pas question de négocier ! Cette manifestation va redonner le moral aux résidents de Sonacotra ; certains avaient été un peu désorientés après les expulsions, une poignée avait recommencé à payer leur loyer. Pour les foyers en lutte depuis plus d'un an, la Sonacotra avait tenté d'user de démagogie : «On passe l'éponge sur les dettes d'un an, mais à partir d'avril, vous recommencez à payer». Cette

relâché sa campagne d'agression et de calomnies contre les travailleurs de la Sonacotra : De Charette, chef de cabinet de Dijoud, le ministre de l'Immigration, menace d'en venir aux saisies-arrêts sur les salaires. Tant de hargne de la bourgeoisie ne pourra pas faire plier les travailleurs, ni faire dévier la lutte de son objectif : la satisfaction des revendications inscrites dans la plate-forme du Comité de Coordination qui s'est affirmé comme l'authentique représentant des tra-

festation de samedi ! Cela, les travailleurs ont commencé à en tirer le bilan. Ce n'est pas un des moindres acquis de la manifestation de samedi que de nombreux travailleurs de Sonacotra disent : «On a fait la preuve que pour faire une manifestation Française-immigrés aussi grande que celle-là, on pouvait se passer du P(C)F».

Développer la lutte, la renforcer en se démarquant d'avec les faux soutiens qui peuvent encombrer la marche en avant vers la victoire, telle est la question à l'ordre du jour dans les foyers aujourd'hui. Les assemblées générales qui seront convoquées cette semaine discuteront de ces questions.

Samedi, au Père-Lachaise, guet-apens policier

«ILS ONT VOULU SE VENGER»

Pour permettre à la radio-TV de se répandre en calomnies contre la manifestation Sonacotra («encore des incidents...»), malgré toute la tenue digne, prolétarienne, de cette démonstration unitaire de soutien aux travailleurs immigrés en lutte, la bourgeoisie avait monté une provocation, samedi...

Dès 14 h, de Couronnes à Père Lachaise, une nuée de flics en civil battaient le pavé et tournaient autour des magasins et kiosques du quartier, demandant que les boutiques ferment à Père Lachaise : «Il y a une manifestation ; il va y avoir de la casse : baissez vos rideaux !» Des dames âgées, tenant les kiosques à journeaux du quartier nous ont dit n'avoir «jamais vu ça, depuis des années». Un peu avant 18 h, il y avait jusqu'à 30 cars de police (avec des brigades d'intervention, des «mobiles») à Père Lachaise (lieu de dispersion initialement prévu pour la manifestation). Or le Comité de Coordination avait déjoué la tactique policière en faisant la dispersion à Ménilmontant. Un groupe de jeunes, l'air livide, le casque de chantier à la main, erraient aux alentours, dépités : «on aurait dû intervenir avant. Ça s'est dispersé trop rapidement. C'est con, on n'aurait pas dû attendre que la manif arrive !» Voilà ce qu'un travailleur présent à ce moment nous a rapporté, écoeuré qu'il était par cette mise en scène policière.

UN COUP RATÉ !

«On les voit à toutes les manif, ceux-là. On ne sait pas trop dans quel coin la police ramasse de telles épaves pour les faire passer pour des manifestants !» s'indignaient de jeunes travailleurs et même quelques petits commerçants, outrés des manœuvres de samedi. «Les flics sont venus voir un bijoutier dont la vitrine venait d'être fracturée, ils

ont voulu lui faire porter plainte, mais il ne leur a pas donné ce prétexte». Furieux, les flics ont commencé à descendre dans le métro faire des contrôles tandis que leurs provos allaient à la rencontre des manifestants en train de se disperser à la station précédente (Ménilmontant).

Alors, les troupes de Ponia ont voulu se venger de leur vaine attente, de l'échec de leur provocation... «Comme ils n'avaient plus rien à se mettre sous la dent, les flics sont venus faire leurs sales exploits jusque dans le métro». Au foyer de la Sonacotra à Bagnolet, les



RÉACTIONS SYNDICALES APRÈS LES RATONNADES DE SAMEDI

Alors qu'au syndicat CGT de la RATP, on déclarait ne pas être au courant des ratonnades de samedi après-midi, des syndicalistes CFDT de la Régie que nous avons eus au téléphone nous donnaient leur point de vue : «Nous sommes au courant de ces brutalités. Ce sont des choses qui tendent à se généraliser dans le métro depuis un certain temps. Les opérations «coup de poing» ou d'autres du même genre sont de plus en plus fréquentes». Quotidien du Peuple : Samedi après-midi, des rames ont été arrêtées ou bloquées pour permettre à la police de se livrer aux ratonnades à grande échelle. Est-ce légal ?

R : «Dans la situation actuelle, on ne sait plus très bien où s'arrête la légalité. En général, les opérations de ce genre sont directement prises en main par la police elle-même. Le personnel, d'ailleurs très réduit sur les stations, n'a pas son mot à dire, la police coupe le courant quand elle veut. QdP : Comment comptez-vous protester ? R : Nous allons intervenir au niveau du comité d'entreprise et auprès de la direction, bien que nous ne nous fassions pas d'illusions. La réponse qu'on nous fera, c'est sûrement que «pour assurer la sécurité sur le réseau, la police a dû intervenir». C'est à chaque fois la même chose !

travailleurs immigrés se disent que «les flics ont voulu se venger de notre calme et de notre succès. Ils s'en sont pris à des isolés, parce que nous on est rentré en groupe dans les foyers, avec des camarades français : on s'attendait à des provocations !»

«COMME PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE»

Investissant littéralement le métro, courant dans les couloirs le mousqueton à la main, les forces de répression s'excitaient sur les jeunes, les quelques immigrés qui se trouvaient dans la station... «C'est sans doute les flics eux-mêmes qui ont coupé le courant au bout d'un moment» dit une employée de la RATP, encore éberluée... Un déchaînement de brutalité aveugle : coup de «bidule», charge jusque dans une rame contrainte à l'arrêt par la police, d'où des voyageurs ont été tirés de force... Le long du mur, les mains en l'air, parfois le pantalon baissé «pour empêcher qu'ils se sauvent» disaient les successeurs des amateurs de ratonnades de la guerre d'Algérie... Ils chassaient les jeunes jusque dans les tunnels, au risque de les faire happer par une rame ou électrocuter !

Ce n'est que longtemps après, une fois leur sinistre coup perpétré, que les flics se retirent, salués du fond des wagons qui s'éloignent enfin, d'un seul cri «Flics, fascistes et assassins !»

CAT de Besançon : ça ne peut pas durer !

Les travailleurs du CAT de Besançon sont en lutte depuis mercredi ; ils demandent une augmentation de leurs salaires et «un travail plus intéressant». Pour casser le mouvement, le responsable de l'ADAPEI (Association Départementale d'Aide aux Parents d'Enfants Inadaptés) s'est rendu sur les lieux de la grève pour «enlever» un jeune gréviste et le ramener chez ses parents. Celui-ci revenait dès le lendemain matin au foyer.

Une fille qui participait à la lutte s'est vue ramenée à son poste de travail par deux moniteurs d'ateliers lui disant entre autre qu'ils l'emmèneraient à la gendarmerie si elle continuait à ne pas travailler.

La seule augmentation «accordée» aux jeunes handicapés est de 10 % (correspondant à une augmentation normale du personnel cette année). Mais les jeunes n'en veulent point. «Ils peuvent se les garder, cela correspond à un paquet de cigarettes».

Nous avons comme paye des «salaires» entre 100 et 150 F ! Quand on proteste, on nous répond : «Vous êtes nourris, logés, blanchis, qu'est-ce qu'il vous faut de plus ? Vous n'avez pas de besoins urgents». Et à chaque fois que l'on fait grève, ce sont les menaces de licenciements.

Développons le soutien autour des jeunes handicapés !
Corresp. CAT Besançon

ROANNE : LA GRÈVE DU BÂTIMENT S'ÉTEND !

Les deux principales entreprises de bâtiment de Roanne sont en grève depuis le jeudi 25 avril. La grève est très suivie à Roanne même. Un seul chantier continue et les 15 ouvriers qui y sont parlent de se mettre en lutte aujourd'hui. Des contacts commencent à être pris avec les chantiers extérieurs à la ville.

La grève a démarré lorsqu'un chef de chantier de l'entreprise Grangette et Passager a voulu obliger ses ouvriers à travailler sous la pluie. Les travailleurs sont allés voir les délégués syndicaux CFDT (qui sont pour une part des syndicalistes révolutionnaires) et se sont

mis en grève pour de meilleures conditions de travail et pour le paiement de la journée des intempéries.

L'action s'est étendue chez Leschelle et Millet. Puis la CFDT Bâtiment a lancé un mouvement général qui a eu un large écho malgré l'opposition de responsables révisionnistes de la CGT. Aujourd'hui, la combativité est grande. Le soutien financier est pris en mains : collectes auprès des autres boîtes de la région. Cette décision a été imposée à la direction révisionniste de la CGT qui proposait de faire «des actions par paliers»...

Vendredi, les travailleurs

d'un chantier qui travaillent encore ont trouvé leurs cadenas fracturés et leurs outils volés. Le patron accuse bien sûr les grévistes. Mais cette provocation a échoué : les travailleurs se sont mis en lutte à leur tour !

Chez Leschelle et Millet, le patron a voulu imposer aux chefs de chantier de remettre en marche deux chantiers bien visibles à Roanne (pour décourager les grévistes). Il les a menacés de ne pas leur payer... sinon ! Echec encore, puisqu'ils viennent eux aussi de rentrer en lutte.

Correspondant Roanne

LUTTES OUVRIERES

Meaux

SUCCEs DE LA COORDINATION NATIONALE DES CENTRES FPA

90 délégués de 23 centres des 4 coins de la France ont répondu à notre appel et 12 centres nous ont envoyé des messages de soutien s'excusant de ne pas pouvoir y participer. L'assemblée générale d'ouverture a commencé à 15 heures, en présence de représentants nationaux CGT et CFDT. Celle-ci a aussi été marquée par l'intervention du directeur suivi de ses adjoints techniques et administratifs qui nous a sommé de quitter les lieux dans un délai raisonnable et ayant fait constater au préalable par les commissaires de police qu'une réunion illégale se tenait dans la bibliothèque du centre. A l'unanimité, nous décidons de terminer la première partie de la réunion dans le centre considérant que cela faisait

partie de notre lutte pour imposer nos droits de travailleurs, et de le quitter à 18 h 15, à la suite de quoi une inculpation était notifiée aux représentants de Meaux.

Tout au long du débat est apparu un réel désir d'unification des revendications et de la lutte. 3 commissions se sont tenues au centre de Meaux : commissions sur la situation des centres : la nécessité de lutter contre le régime des centres a abouti à l'organisation autonome des stagiaires ou en syndicat CGT-CFDT qui, dans l'ensemble ont obtenu des résultats très positifs. Commission revendications : une large unité s'est dégagée sur la plateforme revendicative élaborée en commun avec

la nécessité d'être reconnus comme travailleurs à part entière. Commission sur les problèmes de l'organisation et du rôle de l'AFPA. Ce qui ressortait le plus était le rôle que l'AFPA veut faire jouer aux moniteurs, celui d'agent de maîtrise suscitant de nombreuses contradictions entre eux et les stagiaires alors que l'unité possible avec le personnel était évoquée, notamment par un représentant du personnel AFPA. De nombreuses divergences entre les directions syndicales, et les sections de base stagiaires ont été très largement mises en évidence aussi bien au niveau des syndicats moniteurs, unions locales, etc, qui ne nous reconnaissent pas encore comme partie intégrante du mouvement ouvrier.

La coordination des centres de la région parisienne a été nommée comme bureau national provisoire. Une semaine d'action marquée par un jour de mobilisation nationale a été décidée pour la fin mai à la suite de laquelle des coordinations régionales devront se tenir dans toute la France et élire des délégués mandatés pour une nouvelle coordination nationale.

A l'issue de cette assemblée générale, furent adoptées des motions de soutien aux travailleurs immigrés des foyers SONACOTRA en lutte, aux travailleurs de Lip, de la jeunesse en lutte. Une motion a été adoptée contre la discrimination à l'égard des femmes dans les centres FPA plus particulièrement.

Tréfinmétaux

12 TRAVAILLEUSES TRAÎNÉES EN JUSTICE !

A partir du 2^e semestre 74, le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs de Tréfinmétaux n'a cessé de diminuer. Est-il possible de vivre avec 1560F par mois, 2 enfants et un loyer de 500F, conditions de vie moyenne des travailleurs et leurs familles ? Le 28 février 1975, les travailleuses et travailleurs, après avoir déposé préalablement leurs revendications, face aux propositions dérisoires de la direction, décidèrent en AG d'entrer en action pour la satisfaction complète de leurs revendications.

Cette situation à l'époque n'était pas spécifique à Tréfinmétaux : de manière générale, le patronat et le pouvoir, avec pour prétexte la crise du pétrole, tentent de faire supporter les frais de leur course au profit aux travailleurs et travailleuses.

Le procès intenté contre ces 12 femmes entre dans le cadre de la répression ouvrière prônée par le patronat et le pouvoir. Face à la montée des luttes, il leur faut briser la combativité ouvrière pour imposer leur autorité.

Pendant 8 semaines, les ouvriers et ouvrières en lutte se heurtaient au silence de la direction. Huit semaines pendant lesquelles ils débrayaient 2 à 3 heures par jour, organisaient des manifestations dans Couéron et même à Paris devant la Direction Générale.

La direction répondait par une lutte de chantage : d'après celle-ci, les travailleurs sont responsables des difficultés rencontrées par l'usine, et que ce n'est pas en faisant grève que les problèmes seront résolus !

L'ACTION DES FEMMES DANS LA LUTTE

Les travailleuses et leurs épouses décidèrent de répondre à la lettre provocatrice du directeur et de venir lui apprendre quelles étaient leurs réelles conditions de vie : la vie chère, l'augmentation des prix, la famille à nourrir, les enfants à vêtir.

Le syndicat CGT les appela à venir manifester leur mécontentement à l'usine le 22 avril 1975. Après s'être fait éconduire une première fois, 12 des travailleuses en présence des délégués, ont pénétré dans le bureau du directeur. Pendant cette entrevue, la direction a cédé sur plusieurs points en particulier sur la suppression des catégories manœuvres ordinaires et manœuvres de force. Ce point acquis se traduisant par une augmentation de 1,26F de l'heure pour les MO et 1,11F pour les MF.

LA RÉPRESSION VISE A BRISER LA COMBATIVITÉ OUVRIÈRE

C'est le moment que choisit la direction pour porter plainte contre ces 12 travailleuses pour «séquestra-

Du 2 au 9 mars, les 12 travailleuses ont comparu individuellement devant le juge d'instruction. Elles ont reçu la dernière semaine de mars un pli recommandé confirmant la tenue d'un procès qui aura lieu le jeudi 17 juin 76, et 14 h. au Palais de Justice de St Nazaire. Pour la direction de Tréfinmétaux, ce procès arrive à point.

Alors que l'usine, si l'on croit les déclarations du directeur ou comité d'établissement, connaîtrait de graves problèmes (licenciements, chômage...).

La direction compte tenir dans un état de peur les travailleurs au moyen de ce procès. Cette opération entre dans le cadre des multiples atteintes aux libertés par lesquelles le patronat et le pouvoir tente de museler actuellement les travailleurs.

Pour nous, syndicat CGT de l'usine, Tréfinmétaux, est coupable de plusieurs délits. Elle vole les travailleurs, elle est responsable des accidents du travail, elle est responsable des difficultés que connaissent les familles des travailleurs. Par contre, la lutte des femmes est juste. Nous pensons que l'entrée en lutte des femmes aux côtés de leurs maris est un pas important dans le mouvement ouvrier. C'est cela la véritable libération des femmes. D'ailleurs, on peut constater dans de nombreux conflits de plus en plus, les femmes des travailleurs soutiennent activement la lutte de leur mari. Actuellement, un certain nombre d'actions de popularisation ont été engagées.

Nous appelons tous les travailleurs et la population à soutenir les femmes des travailleurs de Tréfinmétaux ! CGT-Tréfinmétaux, Couéron (44). (Extraits APL «Ouest Information»).

Pétition de soutien

Nous, signataires de cette pétition, informés des conditions dans lesquelles la direction de Tréfinmétaux a porté plainte contre 12 femmes de salariés qui soutenaient la lutte de leur mari :

- Condamnons cette attitude répressive
 - Affirmons notre solidarité et notre accord avec la démarche de ces femmes
 - Exigeons l'arrêt immédiat de ces poursuites
- A adresser à la CGT Tréfinmétaux Couéron (44)

FRAMATOME (Chalon-sur-Saône) 5^e semaine de grève

Les travailleurs de Framatome, à Chalon-sur-Saône (en Saône-et-Loire) entament leur 5^e semaine de lutte. Leurs revendications sont les 400 F pour tous, 2 200 F minimum pour tous, le refus des 3 x 8, etc... Après le succès d'un précédent gala de soutien (450 personnes dont des ouvrières de Bourgogne-Electronique), les travailleurs de Framatome-Creusot et de Courbevoie ont apporté leur soutien à la lutte de leurs camarades. Et maintenant, les travailleurs viennent de recevoir un télégramme de soutien des paysans de Bordeaux :

«Paysans Sydram Braud St Louis en lutte contre implantation centrale nucléaire pour conservation outil de travail soutiennent occupation Framatome et souhaitent vifs succès à votre lutte».

Le 21 avril, la direction assistée d'un huissier de la justice bourgeoise faisait ouvrir les portes, avec l'aide active des cadres, dont certains sont membres du SAC, après que la direction ait affirmé que le personnel non gréviste ne serait plus payé.

Les bureaux reprenaient et seuls les travailleurs de la production restaient en grève. Se sentant maître de la situation, sûre de ses chiens de garde, la direction a loyalement offert 0,53 % d'augmentation (ce qui veut dire environ 10 F par mois) pour les travailleurs.

Face à cela, si les grévistes continuent les initiatives de soutien (projection de films, etc), il est nécessaire aujourd'hui que de nouvelles perspectives de lutte se dessinent. Certains points positifs sont d'ores et déjà acquis cependant pour les travailleurs : par exemple, la jeune et combative section CFDT (créée en octobre 75) a vu ses effectifs plus que doubler au cours de la lutte et les liens se sont resserrés entre ouvriers.

Corr. Montceau-les-Mines

SNIAS (Châteauroux) : LE TRIBUNAL RECULE !



Hier, à 10 H du matin, le tribunal de Grande Instance de Châteauroux, rendait public son verdict, suite à l'assignation devant le juge de 32 syndicalistes de la SNIAS, à Déols, en lutte. En fin de compte, aucune condamnation, ni amende, n'ont été prononcées. C'est sans contexte une victoire importante de ceux de la SNIAS, après même pas 15 jours de lutte. Mais ce n'est pas un hasard : un délégué syndical CGT nous le dira : «L'occupation que nous faisons depuis dix jours, le soutien de la population de Châteauroux, c'est ça qui a fait reculer le tribunal !»

Aujourd'hui, une nouvelle étape sera franchie dans le soutien de la population aux travailleurs de Déols : une journée «ville-morte» a lieu : pendant plusieurs heures, les artisans et commerçants de la ville fermeront leurs magasins. Les maires du département de l'Indre réunis dernièrement appellent à cette journée. Aujourd'hui, à nouveau les travailleurs montreront leur ferme volonté de vaincre. Cette volonté n'ira qu'en s'amplifiant, au fur et à mesure que l'on s'approchera du 1^{er} juillet, date où la direction de la SNIAS a décidé de fermer l'usine.

en bref... en bref... en bref...

NOLAF-LASSERRE (ST ETIENNE) NOUVELLES ATTEINTES AU DROIT DE GRÈVE

Quatre délégués syndicaux ont été traduits en justice par un client du patron qui réclame des pièces bloquées par la grève depuis le début du mois d'avril. La justice de classe s'est empressée de voler au secours de ce client in-

traitable : dans son jugement, elle exige la restitution immédiate et fixe une amende de 1 000 F par jour de retard ! C'est une nouvelle atteinte particulièrement scandaleuse au droit de grève, nous nous y opposerons !

CHARENTES MARITIMES : LES LUTTES SE MULTIPLIENT... En Charentes Mariti-

mes, les luttes se multiplient. A La Rochelle, les travailleurs d'Alsthom occupent leur usine, ainsi qu'aux ACRP, à la Sema. Toutes ces usines ont manifesté vendredi à La Rochelle (plusieurs milliers de manifestants).

A Saint-Jean d'Angély, les travailleurs des transports Moal sont aussi en lutte.

INFORMATIONS GENERALES

LA BATAILLE DE L'ERDRE

7 ANS DE LUTTE POUR LE LIBRE ACCÈS
AUX RIVES DE L'ERDRE

L'Erdre est une jolie rivière de la région de Nantes. Depuis bien longtemps, les familles populaires, les travailleurs des quartiers ouvriers de Nantes, qui ne peuvent partir en vacances ou en week-end, en avaient fait un lieu de promenade, de pêche, de détente en famille.

Un lieu bien agréable, c'est aussi l'avis des bourgeois de la région aristocrates de tous poils, patrons, médecins. Seulement ces messieurs ne sont pas partageurs : un accessoire indispensable à leur plaisir c'est le panneau «propriété privée, défense d'entrer». Et les barbelés, les murs, les chiens méchants ont peu à peu fleuri sur les bords de la rivière.

Le CABE (Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre) s'est formé pour dénoncer ce scandale et rendre les rives au libre usage de tous. Il regroupe des travailleurs, des paysans, des enseignants, des employés, des étudiants, des chômeurs, des mères de famille. Depuis l'hiver 1969-70, les actions se sont

succédées. En juin 1970, un millier de personnes envahissent plusieurs propriétés privées à La Chapelle sur Erdre. En juin 1971, ils seront 1500 pour un pique-nique familial. En 1972, le comité s'attaque directement aux barbelés et pancartes diverses. La réponse de la bourgeoisie est de proposer un centre de tourisme de luxe. En 1973, le comité obtient qu'une large partie des bords du Gesvres soit rendue publique aux travailleurs. En avril 1975, faisant application de la légalité de la bourgeoisie, 1500 personnes exigent le libre passage sur 3,25m à partir de chaque rive, 6km de rives sont ainsi libérés.

Le samedi 1^{er} Mai le CABE renouvellera cette opération en organisant un grand rallye et une fête populaire.

SAMEDI 1^{er} MAI,
RALLYE ET FÊTE DES
BORDS DE L'ERDRE

Le 1^{er} Mai, le Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre organise un rallye sur les rives



de l'Erdre, pour obtenir qu'elles soient rendues au public. Départ du Port de Sucé, au nord de Nantes, le matin. Pique-nique le midi. L'après-midi à partir de 16 h à la Gandonnière (La Chapelle sur Erdre), fête populaire du 1^{er} Mai : chanteurs, groupes de musique bretonne, bal musette. Marionnettes et jeux pour les enfants. Le soir, retraite aux flambeaux. Entrée libre.

AGRET : VERS LA RÉVISION DU PROCÈS ?

Hier matin, Roland Agret se trouvait toujours à l'hôpital Salvator de Marseille. Il poursuivait sa grève de la faim et refusait les perfusions. Les seuls médicaments qu'il accepte sont des médicaments destinés à préserver sa lucidité.

La commission de révision, chargée d'étudier le dossier pour voir s'il y a lieu de réviser le procès, s'est réunie hier après-midi. Cette commission est composée de six magistrats, trois membres de la Cour de Cassation, pris en dehors de la Chambre Criminelle, et trois directeurs au ministère de la justice. C'est après avis de cette commission que le garde des sceaux décidera d'ouvrir ou non la procédure de révision du procès. S'il l'ouvre, il a le pouvoir de faire mettre immédiatement Agret en liberté.

Les faits nouveaux invoqués par les avocats d'Agret pour demander la révision du procès sont des déclarations de divers truands. Alain Bendjelloul déclarait en janvier dernier : «Agret est étranger aux faits qui lui sont reprochés». Antoine Santelli

déclaré à Dijon la semaine dernière : «Agret n'a en aucune façon pris part à cette action criminelle». Enfin l'ancien avocat d'Agret, M^r Bonenfant révèle un fait troublant de l'instruction : les co-accusés d'Agret, Santelli et Ritter avaient avoué avoir tué Borel et Moreno au revolver de calibre 7,65 et au couteau. Or on a retrouvé dix balles de ce calibre, alors qu'un chargeur n'en contient que neuf. Les deux tueurs n'étaient donc pas seuls et faisaient peut-être partie d'un véritable commando. Ce que confirme un témoin, Vincent Courrier, qui avait vu deux voitures et cinq à six personnes.

Or tous ces faits ne sont pas vraiment nouveaux, ils étaient connus depuis longtemps. Santelli avait fait des déclarations similaires dès 1973. Le témoignage de Courrier remonte aux débuts de l'affaire. Si la bourgeoisie se décide aujourd'hui à prendre ces différents éléments en compte, c'est bien à cause de la lutte menée par Agret et du vaste courant de solidarité qu'elle a déclenché. Car l'affaire est bien gênante

pour certains : à l'heure actuelle, même le Figaro est forcé de parler de la participation du SAC à l'assassinat de Borel comme d'une chose tout-à-fait vraisemblable. C'est que l'individu, la «victime», n'était pas blanc comme neige : porteur d'une fautive carte de police, il n'hésitait pas à faire allusion à ses hautes relations. Il était un des hommes de main du SAC et avait plusieurs mauvais coups à son actif. C'est ce que confirment les déclarations de Bendjelloul et Santelli : Agret n'a été que le «pigeon» à qui on a fait porter la responsabilité de règlements de comptes entre ces beaux messieurs de la politique gaulliste.

Car encore une fois, ce sont les moyens dont se sert l'appareil d'Etat bourgeois que cette affaire éclaire d'un jour cru : là où la police voyait un crime passionnel, on découvre un règlement de compte qui met en jeu les hommes d'un parti au pouvoir, aussi bien ses «honoraux notables» que ceux qui grouillent dans ses coulisses.

Y.B.

En bref

L'ÉCART ENTRE
LES SALAIRES EST
RESTÉ LE MÊME
QU'IL Y A 20 ANS

Le Centre d'Études des Revenus et des Coûts a publié, le 26 avril, une étude selon laquelle les écarts entre les salaires des cadres et des ouvriers est le même depuis 20 ans. A noter que l'avance des employés sur les ouvriers a pratiquement fondue : 13% en 54, 10% en 67, 4% en 74.

MÉDECINS CONTRE
L'ORDRE

Cinquante médecins ont été repoussés par la police, le 25 avril, alors qu'ils voulaient rentrer dans les locaux où étaient «jugés» deux autres médecins. Dix-sept médecins grenoblois ont été informés qu'ils seront traduits devant le tribunal d'instance pour non-paiement de cotisations.

DERNIÈRE MINUTE

Un militant de l'Humanité Rouge à Lorient vient d'être inculpé pour reconstitution de ligue dissoute. Venant après trois autres inculpations, il s'agit là d'une atteinte intolérable aux libertés démocratiques. Exigeons la levée de toute inculpation !

Amiens 1^{er} JOUR DU PROCÈS GOLDMAN

Le palais de justice d'Amiens est cerné par les gardes mobiles. Et pourtant, malgré les filtrages, la salle d'audience est comble. Pierre Goldman est calme, précis dans ses interventions.

En fait de «jurés populaires», le jury est le même que d'habitude : commerçants, cadres, une seule femme...

La matinée est consacrée à des questions de procédure : le président refuse d'adjoindre le livre que Goldman a écrit en prison comme pièce au dossier. Puis Goldman dépose. Calmement, il raconte sa vie, sans fioritures. Il explique précisément ce qu'il a fait, le 19 décembre 69, et pourquoi il ne peut pas être l'assassin des deux pharmaciennes du boulevard Richard Lenoir.

C'est au tour des psychiatres de déposer. Ils connaissent maintenant Goldman depuis quatre ans et ont acquis de l'estime pour lui. L'avocat général, le président tentent de les faire parler sur «l'irresponsabilité» de Goldman. Sans succès : Goldman n'est pas un dément, et l'accusation si elle veut être crédible devra montrer ce qu'elle n'a jamais pu faire : la preuve de sa «culpabilité».

Mais c'est le témoignage de son père, juif polonais immigré en France, résistant anti-nazi qui a le mieux montré à quel point deux camps s'opposent. Alors qu'il revient sur la Résistance, sur la Libération, pour faire comprendre ce qu'a vécu son fils, il explique : «Pour nous, qui étions à Lyon au moment

où tous les gestapistes et collabos y refluèrent, la vie était terrible. Mais dans un autre sens, c'était facile : Hitler, Mussolini, on ne pouvait pas se tromper pour savoir contre qui se battre !»

Le président l'interrompt : «Reconnaissez qu'il y avait des gens sincères des deux côtés !» Devant cet homme, resté inflexible sur sa lutte, et qui n'a pas compris ce qui arrivait à son fils, le président du tribunal fait apparaître la justice pour ce qu'elle est : la même fondamentalement que celle qui faisait fusiller les résistants. Le déroulement même du procès le prouve : ainsi cette insistance

du président : «Monsieur Goldman, pensez-vous que votre fils était capable de tuer ?» C'est Pierre Goldman qui se lève et qui interpelle le président : «Vous n'avez pas à demander si je suis capable mais si je suis coupable !»

La première journée s'est finie sur la déposition de l'expert en balistique, déposition importante, puisqu'elle est contradictoire avec la thèse même de l'accusation. Mais encore une fois, il s'agit de bien plus que cela : les jurés jugeront-ils des faits ? Alors Goldman serait innocenté du meurtre des deux pharmaciennes.

Eric BRÉHAT

UNE DÉMAGOGIE COMBINARDE

Invité par la station de Radio Europe numéro 1, Mitterrand a tenté une fois de plus de réaliser une opération séduction dont le caractère démagogique était particulièrement poussé.

Modulant le ton, donnant gages sur gages et se voulant rassurant, il n'a pu pour autant cacher le caractère étroitement manouvrier de ses préoccupations.

Interrogé au sujet de l'hypothèse de listes communes dès le premier tour pour les prochaines élections municipales il a fait savoir que le PS rechercherait plutôt des listes propres, ou associées aux seuls radicaux de gauche, pour le premier tour : que dans les villes de plus de 30 000 habitants il ferait tout pour que soient rassemblés

les radicaux de gauche et la victoire finale. Autrement dit, renforcer à tout prix le PS contre le PCF, sauf au cas où ce serait préjudiciable au jeu nécessaire de désistements PC-PS, utiles au PS dans plusieurs villes.

Ce qui n'empêche pas Mitterrand de conclure le plus calmement du monde : «La règle d'or reste pour nous le respect de l'Union de la Gauche !» Coups de pattes au parti révisionniste, aussi, mais mûrement calculés ! «Le PCF, en abandonnant la notion de dictature du prolétariat, a justifié au fond les positions des socialistes d'il y a un demi-siècle, celles de Blum, l'attitude des socialistes en 1920, et je m'en félicite, car nous, nous n'avons jamais changé de position !»

En correctionnelle : B comme Barbouzes

Demain, reprend devant la 17^e Chambre correctionnelle de Paris, le procès en diffamation contre Patrice Chairoff, auteur du livre «B comme Barbouzes». Le procès avait commencé en janvier, une dizaine d'hommes politiques et de truands (Suzini, Habib Deloncle, Barberot, etc...) s'étant estimés diffamés par le récit des «exploits» en tous genres du SAC qui sont relatés dans ce livre. Ils avaient à l'époque demandé la saisie du livre, mais ne l'avaient pas obtenue.

Ce ne sont pas quelques individus qui sont impliqués dans toutes ces opérations peu reluisantes, mais tout un parti, l'UDR. Le SAC (Service d'Action Civique) est l'exécuteur des basses besognes de l'UDR. Il a été créé en 1968 pour lutter contre le FLN. Dès l'origine, on trouve mêlés dans ses rangs des politiciens gaullistes et des truands : Roger Fréy (le ministre de l'intérieur de Charonne), Alexandre Sanguinetti, Dominique Pochardier, Charles Pasqua, Foccart, Jarrot, Lemarchand, Fouchet, Marcellin, tels sont entre autres les noms que cite P. Chairoff. C'est que les occupations ne manquent pas : lutte contre des patriotes algériens, puis quand la bourgeoisie française est contrainte de changer de stratégie, lutte contre l'OAS. Mais le SAC consacre une grande part de son activité à la lutte contre l'ennemi intérieur, traduisez les travailleurs en lutte. Il est le grand pourvoyeur de nerfs pour les commandos anti-grève, comme à Berliet, à Vénissieux

Quant au personnel employé, les gaullistes ne sont pas regardants sur leurs fréquentations. Policiers, barbouzes, députés UDR, tout ce petit monde s'entend pour le mieux. Ainsi à Lyon, ils s'entraînent au tir en commun : le président de l'Association Nationale de Tir de la police est le commissaire Javille, compromis pour ses trafics, et le président d'honneur est le député UDR Charret, compromis lui dans le scandale du Fétich's club. A-t-on besoin d'un truand emprisonné pour organiser un enlèvement politique ? Qu'à cela ne tienne, on le fait sortir de prison le temps nécessaire. Quant à la police, elle n'ira pas mettre le nez dans de telles affaires, il est vrai que dans certains services de RG, le SAC représente plus de la moitié des effectifs ! C'est ainsi qu'à Marseille en 1968, RG et SAC avaient préparés de concert un plan visant à mettre dans un stade tous les éléments combattifs de la ville. Pinochet n'a rien inventé !

Si ce procès a lieu aujourd'hui, si la justice n'a pas jugé bon en janvier de saisir le livre, c'est sans doute que les giscardiens ne sont pas fâchés de voir révélés au grand jour les grenouillages de leurs alliés UDR : entre clans de la bourgeoisie tous les coups sont permis.

Y. REAUMONT

BASTIA NICE
NE SERA PAS REJOUÉ
Jacques Médecin,
maire de Nice, a «demandé» à l'équipe de
Nice de ne pas rejouer
le match avec Bastia.

PORTUGAL

RIEN N'EST TRANCHÉ

Au vu de cette partie des résultats, on peut estimer que les masses populaires portugaises, pour une grande part, avaient effectivement, l'année dernière, émis un vote social-démocrate : c'est ce que confirme la stabilité assez nette de l'électorat du PS, qui indique que ses suffrages

pour un parti qui a subi, étant au gouvernement, des assauts extrêmement violents, qui pouvait sembler en perte de vitesse sensible depuis que le coup du 25 novembre a réduit de façon draconienne ses positions dans l'appareil d'Etat, est en définitive un score plutôt honorable.

Setubal et d'Evora. Cette progression est encore soulignée par le fait que ces secteurs sont ceux où les abstentions ont le moins progressé.

Dans ces secteurs, la progression du P«C»F s'est faite aux dépens du parti socialiste, qui paie ainsi sa participation au coup réactionnaire du 25 novembre, la politique anti-populaire des gouvernements qu'il dirige depuis le mois d'octobre. Si on ne connaît pas encore les résultats d'ensemble de l'extrême-gauche, il reste que, d'ores et déjà, l'Union Démocratique Populaire, en doublant le nombre de ses voix, montre qu'elle est, jusqu'ici, la seule à avoir passé dans de bonnes conditions le cap du 25 novembre (voir notre interview).

Maintien de l'emprise réactionnaire sur les masses populaires du nord du pays, fort courant social-démocrate exprimant la méfiance face à une droite soupçonnée de liens avec le vieux régime fasciste largement hâ, attachement de larges secteurs de la classe ouvrière à la réforme agraire, aux libertés syndicales, dont, jusqu'ici, le P«C»P est perçu comme un défenseur ; l'image politique du Portugal n'a pas fondamentalement changé.

Il va rester aux différents partis de la bourgeoisie à prévoir les possibles

coalitions gouvernementales. Le PS, tout en prétendant gouverner seul, s'affirme déjà prêt à un gouvernement «d'union nationale», au cas où le président de la république le demanderait. Les premières déclarations de ce dernier, agitant à la télévision le spectre de «la

guerre civile», pourraient bien aller dans ce sens. De son côté, le parti révisionniste, vu la répartition des sièges, se trouve en position confortable pour affirmer qu'en bonne logique parlementaire, un gouvernement «de gauche» avec le PS est possible : Cunhal, son secré-

taire général, l'a confirmé dès dimanche soir. Le sixième gouvernement restera-t-il en place ? C'est ce que la constitution autorise, et ce que l'équilibre des forces pourrait bien imposer d'ici au «second tour», plus décisif, des élections présidentielles de juin.

D'UNE ÉLECTION À L'AUTRE

	1976	1975
PS	35 %	38 %
PPD	24 %	26,5 %
CDS	15,8 %	7,5 %
CDS	15,8 %	7,5 %
PC	14,6 %	16,5 %
UDP	1,7 %	(MDP compris) 0,8 %
Abstentions	17 %	9 %
votes nuls	5 %	

Répartition des sièges à l'assemblée		
PS	106	116
PPD	71	81
CDS	41	16
PC	40	35
UDP	1	(y compris MDP) 1
Total	262	249

n'étaient que marginalement dirigés contre le P«C»P, qu'il y avait bien chez ses électeurs une certaine adhésion à son projet.

Le parti révisionniste, de son côté, a également réussi de façon assez nette à se maintenir : une perte de 1,9 % d'électeurs,

Cette impression est encore confirmée par le fait qu'en pourcentage, dans ses fiefs traditionnels de la banlieue ouvrière de Lisbonne et des ouvriers agricoles de l'Alentejo, le parti révisionniste a nettement progressé : 13 % d'électeurs en plus, par exemple, dans les villes de

INTERVIEW DE L'ANCIEN DÉPUTÉ DE L'UDP À L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Après le 25 avril, une liberté totale a régné, permettant de très importantes conquêtes populaires ; le mouvement des masses a empêché toute stabilisation d'un pouvoir bourgeois, au point que le premier ministre Pinheiro de Azevedo en est venu à déclarer : «le gouvernement n'existe pas». L'initiative de la reprise en mains, si elle a été soutenue par des forces conciliatrices telles que le «groupe des neuf» (officiers sociaux-démocrates), n'est pas venue principalement d'elles. C'est la grande bourgeoisie et l'impérialisme qui ont tiré de leur côté la social-démocratie, l'ont fait apparaître pour ce qu'elle est : une force conciliatrice servant en fait leurs intérêts.

masses populaires, toute mesure répressive favorise le retour au fascisme. Ou alors, il faudrait supposer que la conscience des supports sociaux du fascisme ait pu changer, et que la bourgeoisie libérale puisse être conséquemment anti-fasciste, alors que seul le mouvement populaire est capable de l'être.

UNE LIGNE DE FRONT

La grande bourgeoisie et l'impérialisme ont besoin d'un régime fort, ce qui suppose des conditions politiques et militaires. Les deuxièmes ont été réalisées le 25 novembre. Les premières restent encore à rassembler. Il leur faut capter pour cela une base sociale au fascisme, parmi la petite bourgeoisie et chez les paysans. La seule barrière est donc dans la réalisation avec ces couches d'une juste politique de front. C'est possible : avec le «retour à l'ordre» du 25 novembre, ces couches, rassurées, ont commencé à poser le problème de leur situation économique, à en rendre responsable le pouvoir en place.

La grande bourgeoisie et l'impérialisme ont une double tactique à leur disposition : d'une part, le coup militaire, d'autre part, le «coup constitutionnel», l'utilisation de l'assemblée législative pour réviser la constitution et remettre en cause des conquêtes telles que l'unicité syndicale et la réforme agraire. Le mouvement populaire seul est en mesure d'y barrer le chemin. D'où notre mot d'ordre d'unir le peuple contre le fascisme, la misère et l'impérialisme.

Il s'agit pour cela d'avancer un ensemble de mots d'ordre concrets allant au cœur des préoccupations des masses populaires, de ne négliger les intérêts propres d'aucune des classes et couches qui composent le peuple.

Nous luttons pour l'unité de toutes les forces qui s'opposent au fascisme et à l'impérialisme, sans qu'elles soient forcées d'accord avec notre perspective de démocratie populaire. La seule condition est qu'elles répudient toute conciliation avec le parti révisionniste et avec le PS. La démocratie populaire intéresse plus de 90 % du peuple.

LA STABILISATION CONDUIT AU FASCISME

Après le 25 novembre, on a vu le retour des militaires fascistes dans les états-majors, des gestionnaires des monopoles dans les ministères. Après quarante huit ans de fascisme, après deux ans de liberté totale pour les

te sur l'autre pour résoudre ses problèmes, les négociations ne seront peut-être pas si faciles.

• URSS

Le maréchal Gretchko, ministre de la Défense soviétique, est mort hier. Il a commencé sa carrière militaire dans l'héroïque corps de cavalerie de Boudienny qui défendait la Révolution de 1917 contre l'intervention étrangère ; il participa à la guerre antifasciste sous la direction de Staline. Plus tard, trahissant la Révolution, il est devenu le chef de l'armée impérialiste de Brejnev ; à ce titre, il dirigea l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968 et les agressions contre la Chine en 1969.

• SAHARA

Hassan II a ratifié une convention fixant le tracé de la frontière entre le Maroc et la Mauritanie. Cet accord officialise l'annexion que les deux gouvernements veulent faire aux dépens du peuple sahraoui, le Maroc se taillant la part du lion. Un accord pour l'exploitation économique des ressources du Sahara a également été ratifié.

• GRECE

Un tribunal militaire d'Athènes a réduit le 22 avril des peines infligées, l'année dernière, à des militaires pour torture. Condamnés en première instance à des peines fermes, ils n'ont eu que des peines légères avec sursis.

GEISEL, PRÉSIDENT DU BRÉSIL, VISITE PARIS EN HÉLICOPTÈRE

Geisel, président du Brésil, est arrivé hier à Paris. Il a rencontré Giscard dans l'après-midi. Cette visite s'accompagne d'un important déploiement de forces policières ; Geisel se déplacera le plus souvent en hélicoptère ; vu l'impopularité de sa visite, on prend beaucoup de précautions.

Pour donner de l'éclat à cette rencontre, les deux présidents ont fait de grandes déclarations. Geisel a déclaré que le Brésil était un pays «libre et démocratique». Il a ajouté : «Il existe des restrictions à la liberté, mais elles s'adressent à ceux qui veulent faire de la subversion». Giscard, dans une interview à la télévision brésilienne a dit que la coopération franco-brésilienne était «une affaire de cœur». Mais il a précisé qu'elle était particulièrement nécessaire à cause de «la coincidence entre le développement technologique de la France et les nécessités essentielles du développement brésilien».



En fait, c'est bien le développement des relations économiques qui est à l'ordre du jour. Depuis la visite de De Gaulle en Amérique Latine qui devait marquer un regain

d'intérêt de l'impérialisme français pour cette région du monde, on ne peut pas dire que les promesses aient été tenues : la France n'est qu'au 6^e rang parmi les fournisseurs du Brésil, loin derrière ses principaux partenaires, les USA et l'Allemagne ; de même, les investissements français ne représentent que 4 % des investissements étrangers. Des marchés ont été perdus, ceux des métros de Sao Paulo et de Rio de Janeiro. Pourtant, les deux gouvernements tentent de relancer ces relations, avec la création d'une grande commission franco-brésilienne. Il peut sembler que les économies des deux pays se complètent assez bien, puisque le Brésil peut offrir un très vaste marché à l'impérialisme français en crise, tandis que la bourgeoisie brésilienne fait bon accueil aux investissements français à un moment où elle doit faire face à d'importantes difficultés venant de la baisse du cours des matières premières. Mais si chaque bourgeoisie comp-

DEHORS GEISEL !

MEETING MERCREDI 28 à 20 h 30
MUTUALITÉ - PARIS

INTERNATIONAL

Espagne GREVE DANS TOUT LE BATIMENT

A Madrid, le secrétariat des Commissions Ouvrières a convoqué une grève du bâtiment dans tout l'Etat. Rappelons que le bâtiment est la première branche à s'être dotée d'une Coordination dans tout le pays.

Face à cet appel, le syndicat du bâtiment de Madrid, l'UTT qui est tenue par le syndicat vertical, a appelé à une grève pour vendredi dernier et parle même de constituer des piquets de grève pour étendre le mouvement ! Notons au passage que l'information a été donnée par la télévision. Il est évident que cet appel officiel à la grève est une manœuvre de l'UTT pour essayer de semer la confusion et couper court à la mobilisation entreprise par la Coordination nationale. La manœuvre est bien grossière et vouée à l'échec.

A Madrid, la répression continue à s'exercer : le président de l'Ordre des économistes vient d'annuler l'élection du candidat unique et démocrate. Le président de l'Ordre est un fasciste notoire qui en ce moment préside le groupe parlementaire qui soutient les amendements contre la loi des associations politiques. Par ailleurs, 7 personnes arrêtées le 17 avril dernier, sont toujours gardées dans les locaux de la DGS pour une nouvelle période de 10 jours, sans qu'on sache les motifs de leur arrestation.

NOUVELLES DE MICHELIN

La lutte, qui dure depuis 2 mois et demi continue. C'est ce qu'a décidé l'assemblée de travailleurs d'Aranda. Il en a été de même à Lasarte, dans une proportion de 97%. Dans cette ville, les femmes des travailleurs ont été consultées et ont répondu OUI à la poursuite de la grève à 96%.

EUSKADI

En Vizcaya, les 3000 travailleurs des Chantiers Navals ont été mis à pied pendant plusieurs jours. Dans les téléphones, la lutte se poursuit.

A Ermua, ce sont les travailleurs des petites et

moyennes entreprises qui sont en lutte : 350 travailleurs de 6 usines sont en grève. Dans 6 autres entreprises de la région, 3500 travailleurs ont été sanctionnés et 221 licenciés. 5 usines également de petites dimensions (790 travailleurs au total) se sont solidarisées avec le représentant de l'UTT du métal qui avait été licencié. La direction de son entreprise refuse toujours de le réadmettre.

A Pampelune, les arrestations opérées lors de l'Aberri Eguna s'élèvent à plusieurs dizaines. Le Cosil Provincial des travailleurs où lors des dernières élections de véritables représentants des travailleurs avaient été élus.

envisage une manifestation (pour laquelle ils ont demandé une autorisation) « en souvenir ému pour tous ceux qui ont forgé le Mouvement Ouvrier et pour affirmer la conscience de classe ».

A Eibar (Guipuzcoa) : un avocat spécialiste du droit du travail, a été arrêté et transféré à San Sebastian.

Marco de Jerez : des commissions paysannes en action... 5 travailleurs du secteur viticole, membre de la commission de négociations ont été arrêtés. Il y a eu une manifestation de plus de 1000 travailleurs à Sanlucar (ouvriers agricoles).



Kissinger en Afrique

LA RHODÉSIE ET LA POLITIQUE U.S.

La Rhodésie, que Kissinger ne visitera pas apparaît comme un souci important de Kissinger dans son voyage en Afrique au cours duquel il doit définir les grands traits de la nouvelle politique américaine en Afrique.

Avant son départ tout en affirmant que les Etats Unis étaient favorables à l'accession au pouvoir de la majorité noire, il affirmait que cela prendrait dix ou quinze ans. Ce qui souleva la protestation de nombreux pays africains et amena Kissinger à se rétracter en affirmant que cela pourrait prendre moins de temps. Les rapports entre les USA et de nombreux pays africains dépendent largement de la situation en Rhodésie. Mais quant au fond la politique américaine est bien de retarder le plus longtemps possible l'écrasement des racistes rhodésiens : sur la route de l'Afrique, Kissinger a fait étape à Londres pour rencontrer le ministre britannique des affaires étrangères. « Nos vues et celles de la Grande Bretagne sont identiques » affirma-t-il : la Grande Bretagne recherche depuis des années le moyen de faire renoncer les Africains à leur revendication pour une majorité noire immédiate.

« Nous ne croyons pas que les puissances extérieures apportent une aide en s'immiscant parce que cela conduit à la division de l'Afrique »

Autrement dit, les Etats-Unis dénoncent par avance toute tentative d'intervention soviétique. Mais de leur côté, ils n'hésitent pas à intervenir, y compris pour accroître les contradictions entre pays africains. Par exemple ils arment le Kenya, notamment en lui fournissant des avions, quand l'Ouganda armé par l'URSS fait état de revendications territoriales sur le Kenya et le Soudan. La redéfinition de la politique américaine s'exerce contre les peuples et l'unité africaine.

• ETATS-UNIS : La campagne électorale vole toujours aussi haut : Jimmy Carter, le dernier « homme nouveau », celui qui n'a jamais fait de politique et qui ne peut pas être corrompu parce qu'il a fait fortune en vendant des cacahuètes vient de faire une gaffe : il a affirmé qu'il fallait défendre la « pureté ethnique » des Etats-Unis ; s'étant rappelé que les noirs avaient quand même le droit de vote, il est allé s'excuser devant le père de Martin Luther King.

Quant à Ford, il a énergiquement réfuté une « calomnie » de Reagan : il a démenti qu'il reconnaît le Vietnam.

o ISLANDE

La « guerre de la mer » reprend : une frégate britannique a été éperonnée par un garde-côte islandais ; les patrouilleurs islandais ont coupé les filets de trois chalutiers anglais.

o GRANDE-BRETAGNE

Deux manifestations racistes contre l'immigration pakistanaise ont eu lieu à Bradford et à Londres. Il y a eu plusieurs blessés au cours d'affrontements avec des contre-manifestants.

o CONFERENCE NORD-SUD

La commission de l'énergie s'est réunie jeudi et a examiné un document des USA recommandant de ne pas précipiter les recherches d'énergies de substitution au pétrole pour éviter l'inflation. Les pays producteurs estiment au contraire qu'il faut développer ces recherches, car si la consommation continue d'augmenter au même rythme qu'aujourd'hui, les réserves connues pourraient être épuisées dans 25 ans.

Communiqué des comités populaires de Beyrouth

Les quartiers de la région ouest de Beyrouth sont depuis plus d'un an bombardés par les Phalanges et leurs alliés.

Ni les maisons, ni les hôpitaux n'ont été épargnés. Pendant les événements, des comités populaires ont été créés dans les quartiers pour assurer les besoins de la population en ravitaillement et en médicaments. Jusqu'à une période assez récente, nous avons pu tant bien que mal remplir nos objectifs.

Actuellement, nous avons de grandes difficultés : Le Croissant Rouge Palestinien ne peut plus nous aider car il a besoin de tout ce qu'il a ; il y a aussi les difficultés de déplacement à cause des barricades et des francs-tireurs. Nous ne pouvons plus assurer les besoins de la population.

Pour cela, nous demandons à tous les progressistes de comprendre cette situation et de nous aider en nous envoyant le plus rapidement possible le maximum de médicaments surtout des vitamines et des antibiotiques.

VIVE LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE !
VIVE LE LIBAN ARABE !

Envoyez les médicaments à : M. Kassab
14, avenue P. Brossolette - 94 000 Créteil

Les Comités Populaires de Beyrouth

o LIBAN

Après la signature de l'amendement par Frangié, les députés libanais vont pouvoir élire un nouveau président, peut-être vers le 4 mai. Mais l'amendement qui vient d'être signé ne garantit pas le départ de Frangié. Le risque de se retrouver avec deux présidents, d'ici jusqu'au mois d'août, peut poser le problème de la partition. Il y a eu peu

de combats ces deux derniers jours, cela correspond au déblocage de la situation politique par la signature de l'amendement.

o PALESTINE OCCUPÉE

D'importantes manifestations ont eu lieu à Naplouse : de nombreuses arrestations ont été effectuées par les forces d'occupation sionistes.

Italie

Des élections inévitables

LE RÔLE DE LOCKHEED

La commission sénatoriale d'enquête sur les activités des sociétés multinationales avait déjà révélé les pots de vin versés au prince Bernhard des Pays-Bas. Elle a fait savoir mercredi dernier, c'est-à-dire précisément la veille de la rencontre Zaccagnini-Berlinguer, que des pots de vin auraient été payés entre 1965 et 1969 à des personnalités gouvernementales. Lockheed se serait servi d'un intermédiaire désigné sous le pseudonyme d'« Antilope » dans la correspondance du représentant de la société en Europe.

Or Antilope serait, selon la commission, le nom de code du premier ministre italien, et dans cette période, il s'agirait forcément des démocrates chrétiens Moro, Rumor ou Leone. Moro a déclaré qu'il ne connaissait même pas l'existence de Lockheed.

De toute façon, ces prétendues révélations sur la corruption de la DC n'ont rien de sensationnel, car il est bien connu que la CIA arrose depuis la dernière guerre les partis bourgeois italiens (75 millions d'après la presse américaine). Ce scandale n'est sans doute pas déclenché vraiment, comme on le dit, pour moraliser l'économie américaine...

Le débat suivi d'un vote de confiance qui doit s'ouvrir aujourd'hui au Parlement italien devra décider de l'issue de la crise ministérielle et politique ouverte depuis que, au début de cette année, le PS est sorti de la majorité. Si le gouvernement minoritaire n'obtient pas un vote de confiance, les élections anticipées en juin seront inévitables.

Après une semaine de négociations longues et serrées avec le PCI, la démocratie chrétienne change donc de tactique : au lieu de poursuivre des discussions secrètes entre partis pour résoudre la crise (projet d'une table ronde), la DC réclame un débat parlementaire. Ainsi le parti au pouvoir veut poser publiquement aux autres partis la question de savoir si ils veulent éviter les élections : la DC ne s'engagera donc pas dans un « compromis historique » avec les révisionnistes et elle pourra rejeter la responsabilité de la crise sur les autres partis.

Mais d'autres rebondissements peuvent intervenir très rapidement : en effet, on parle beaucoup à Rome d'un certain « Antilope » impliqué dans l'affaire des pots de vin Lockheed et qui serait un ancien président du Conseil ; s'il s'agit, comme on le pense du président de la République Leone, il devrait démissionner et cela précipiterait la crise. Mais ces révélations sur le scandale Lockheed (pots de vin versés pour l'achat de quatorze avions Hercules C 130) viennent tout droit d'une commission sénatoriale américaine, et elles

viennent bien à propos pour faire pression sur la DC au moment où elle négociait le « compromis historique » avec le PCI... De plus, une démission de Leone amènerait probablement le socialiste De Martino à la présidence de la République et renforcerait la position du PS. Il pourrait donc s'agir d'une manœuvre de l'impérialisme américain pour mettre en difficulté une DC trop faible, incapable de faire face au PC et pour favoriser le PS. Cela correspondrait bien aux principes de politique européenne de Kissinger : tout faire pour empêcher les partis révisionnistes d'arriver au pouvoir et favoriser les socialistes : « En ce qui concerne les socialistes, nous continuerons à les appuyer. Nous faisons ainsi au Portugal. Nous devons absolument le faire aussi en Italie ».

Mais l'impérialisme US ne peut fonder de grands espoirs sur le PS italien ; celui-ci est assez faible et n'a pas la crédibilité des partis français ou portugais. Il n'a repris de l'importance que par rapport à la baisse de la DC.

DES JOURNAUX AU SERVICE DU PEUPLE

Les «grands» écrivains de l'époque, les Flaubert, Gautier, Leconte de Lisle, George Sand, Goncourt, Zola... et les historiens du régime, n'ont cessé de présenter la Commune comme une fièvre, une maladie brusque, éphémère (parce que diligemment stoppée), ou un soulèvement de tous les déclassés, de tous les fruits secs ; à moins que ce ne soit l'échappée sauvage de hyènes, gorilles, loups... bêtes puantes, venimeuses». (Comme le dit fort élégamment le poète Théophile Gautier).

Face à ce chœur de la bêtise et de la haine de classe, nous avons déjà vu (se reporter aux numéros du QdP du 18 mars, 28 mars, 1^{er} avril, 6 avril), le démenti cinglant qu'apportent la maturité intellectuelle et politique, la pratique militante d'un Varlin, d'une Louise Michel, d'une Nathalie Lemel, et plus encore de ces milliers de communards, qui participèrent activement dans leur quartier à la réflexion - reconstruction d'une société nouvelle.

Dans le domaine de la presse, on peut faire la même démonstration avec l'un des journalistes les plus populaires de la Commune, avec Jules Vallès.

Ce qui frappe, en effet, chez lui, c'est que tout son vécu, depuis l'enfance, explique sa prise de position au moment de la Commune. Ce n'est ni un accès de fièvre, ni un geste d'envieux, «qui en veut à l'humanité parce que, tout petit, il a porté des habits ridicules», comme le prétend Alphonse Daudet.

Tout petit, il a vécu non pas seulement l'oppression familiale comme beaucoup d'autres enfants, mais l'oppression sociale : son père, fils de paysans, bûchaï dur pour passer de pion à petit professeur de province et devait accepter toutes les humiliations, lui qui était au bas de l'échelle universitaire. Vallès a donc perçu très tôt l'inégalité sociale et, sous l'impulsion de la révolution de 48, il «s'est déclassé» comme disaient Richépin ou Daudet. C'est à dire qu'il a refusé d'être un valet de la classe dominante et qu'il a mis sa vie, sa plume au service des travailleurs manuels, du peuple qu'il admirait si profondément. Comme l'y invita un vieil ouvrier à qui il demandait conseil pour son avenir politique, il devint «au milieu des redingotes, un défenseur de la blouse».

Et, pendant tout le Second Empire, malgré la faim et la misère, il résista à la tentation de quémander un gagne-pain au pouvoir et se maintint dans l'opposition. Il écrivit des articles au vitriol contre le régime, ce qui avait pour effet ordinaire de lui faire perdre sa place de rédacteur ; il créa plusieurs journaux («le peuple», «la rue») qui rapidement, furent interdits et le jetèrent à plusieurs reprises en prison.

Condamnés, emprisonnés, exilés

Et la plupart de ceux qui après la chute du Second

Empire, lancèrent dans la lutte de nouveaux journaux avaient été de longue date des opposants du régime de la bourgeoisie.

Ainsi Delécluze, Pyat, étaient des gens qui avaient déjà derrière eux toute une vie de combat et d'exil. Delécluze, par exemple, qui mourra courageusement sur une barricade, avait en 48 lancé un journal «la Révolution démocratique et sociale» qui le fit condamner à plusieurs années de prison.

Lissagaray, plus jeune, avait malgré tout à son actif de longues années de lutte. «Amendes et peines de prison ne cessèrent de pleuvoir sur lui, tantôt pour diffamation envers l'Etat, tantôt pour «excitation à la haine du gouvernement».

Sans parler de Blanqui, «la tête et le cœur du parti prolétaire en France», (Marx) qui vécut la majeure partie de son existence en prison et ne put même pas créer un nouveau journal au moment de la Commune, puisque Thiers, en prévision de ce qui allait se passer à Paris, le fit de nouveau arrêter le 17 mars, et garder au secret du fort du Taureau, dans la baie de Morlaix.

Tous ces vétérans de la lutte n'attendaient pas que flotte le 18 mars sur l'Hôtel de ville le drapeau rouge de la libération, pour accentuer leur combat. Pyat avait fondé «le vengeur», dès le 3 février 70, c'est à dire quelques jours après l'armistice. Jules Vallès qui avait signé l'Affiche rouge du 6 janvier (se terminant par le fameux «Place au Peuple, place à la Commune») lance, dès le 22 février «le cri du peuple». Et comme son journal est interdit le 11 mars par le «gouvernement des Trois Jules», il tourne promptement la censure en lui donnant un nouveau titre «Le Drapeau». Après le 18 mars, son quotidien redevient le «cri du peuple». Quant au «Réveil du Peuple», il prend la relève du célèbre journal «le Réveil» fondé par Delécluze sous le Second Empire, en 1868.

Il faut agir, mais comment ?

D'ailleurs, le fait que les journaux les plus lus de la commune (le «cri du peuple», le «père Duchêne», le «Vengeur») étaient aux mains d'opposants chevronnés du régime et non pas d'organisations véritables, fut en réalité le point faible de cette presse. Car la plupart de ces journalistes - honnêtes, courageux, certes - restaient imprégnés d'idéologie petite bourgeoise : dans leurs éditoriaux, ils prônaient ou espèrent une politique de conciliation avec le pouvoir versaillais ou une alliance avec la bourgeoisie parisienne, sans partir d'une réelle analyse de classe des événements : ils manipulent avec brio et conviction, les

grandes idées de justice et de liberté, mais propagent un pacifisme à la Proudhon, hostiles pour la plupart à la violence révolutionnaire. (Ainsi, le dernier jour, de la semaine sanglante, le 28 mai, Vallès dans une lettre à sa mère condamne implicitement la violence ouvrière, riposte nécessaire à la violence patronale, en précisant qu'il n'a pas de sang sur les mains).

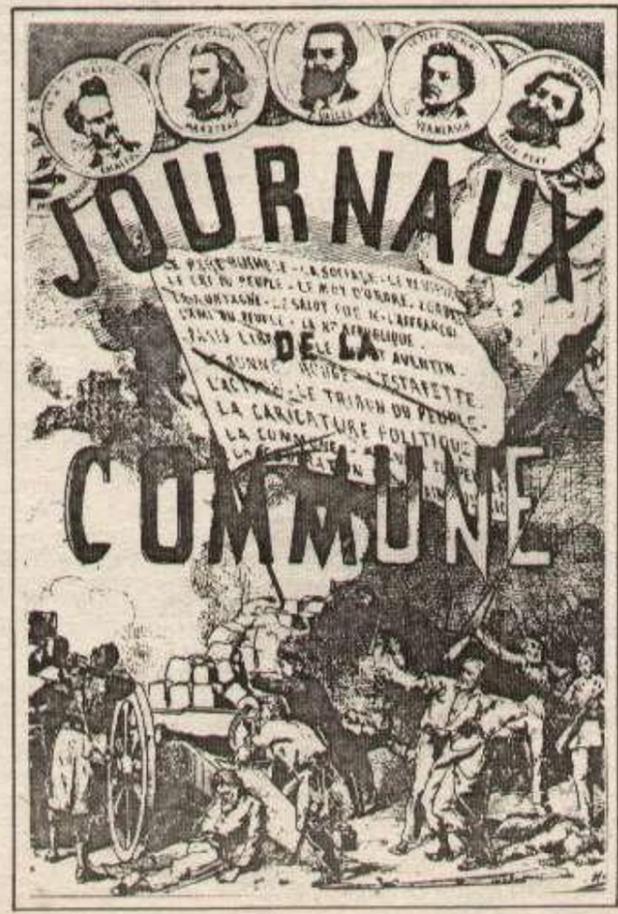
Ils s'empêchent souvent dans les contradictions, reprochant au Conseil de la Commune de ne pas agir, de laisser l'armée versaillaise menacer Paris, mais sans préciser les solutions qu'il faut adopter pour sauver la Révolution.

Pour le peuple, par le peuple

Toutefois, ces journaux ouvrirent largement leurs colonnes à toutes les informations provenant des clubs, des comités et aux simples lecteurs anonymes. Et c'est surtout en ce sens que ces journaux sont bien des journaux populaires, c'est-à-dire pour le peuple et par le peuple.

Ainsi, cette nouvelle brève parue dans «Le cri du peuple» du 10 avril, révélatrice de la résistance dans l'armée versaillaise : «Le citoyen Richard Etienne, de Bondy, soldat du 90^e de la ligne, ayant à Lunéville, engagé ses camarades qui revenaient d'Allemagne à ne pas tirer sur le peuple, a été appréhendé au corps par la gendarmerie, sur l'ordre

de son capitaine et écroué à la prison de la ville». Ainsi, cette courte lettre d'une institutrice du XI^e arrondissement (parue le 17 mai dans «Le Vengeur») «Citoyen rédacteur, je viens de lire dans votre estimable journal que le curé de Rainay (Seine et Oise) avait traité de «filles perdues» les personnes qui avaient succédé aux sœurs pour donner les soins aux enfants. Je répondrai à ce misérable que je n'ai jamais ressenti de plus grand bonheur qu'en m'occupant des enfants d'honnêtes citoyens qui se battent pour le maintien de la République, qui, j'espère, anéantira à jamais tous ceux qui nous oppriment comme lui. Salut et fraternité».



Et nous, les partageux...

Pendant cette magnifique période où comme le remarque Lissagaray «tout un peuple s'entretient de choses graves», il n'y eut point d'ailleurs que les chefs de file de l'opposition pour utiliser l'arme de la presse. En effet, plus de 90 journaux furent créés de mars à mai. Et certains émanaient vraiment des travailleurs. Ainsi les «sections de l'Internationale des gares d'Ivry et de Bercy» sortirent un journal «la révolution politique et sociale».

Dans le n°2, pour répondre aux calomnies du Paris-Journal, assurant que Karl Max (sic) étant prussien, l'Internationale était manœuvrée par la Prusse, cet éditorial : «Le vieux monde s'écroule. Et nous, les partageux, las enfin de travailler devant votre oisiveté, nous allons partager avec vous, non point votre or inutile - éternelle calomnie - mais notre travail indispensable. Frères du monde entier, notre sang coule pour votre liberté, notre triomphe est le vôtre, debout, debout tous. Voici l'aube».

«Le club des prolétaires» du XI^e arrondissement fait paraître lui aussi un journal pour donner encore plus largement la parole aux travailleurs. Dans l'éditorial du n°1, il énonce sans ambages, ses principes : «Nous sommes le Proletariat convaincu que l'idée républicaine est le soleil, le salut, la vérité du monde moderne... Suppression de tout privilège, de tout monopole pour lui substituer la loi de la capacité, et afin que le travailleur puisse profiter réellement du produit de

son travail. Suppression complète de toute construction congréganiste et clérical...».

Il invective durement le conseil de la Commune : «Vous devez la vérité au peuple et vous ne la lui dites pas tout entière... Ne vous contentez pas de promettre au peuple l'avènement du socialisme dans le même style que les prêtres promettent à leurs adeptes les joies du paradis qu'ils ne manquent point d'ajourner au-delà du trépas».

Ce sera d'ailleurs le dernier journal communard à paraître, le 24 mai, le «Prolétaire». Et dans ce numéro, cette exhortation ultime : «la guerre juste que nous faisons doit porter au delà des mers, dans les plis de son drapeau rouge, l'affranchissement et l'union des peuples». Et en effet, cette juste guerre du peuple de Paris n'aurait pas été, comme le dit Marx : «Un nouveau point de départ d'une importance historique mondiale» ?

Une première forme de révolution culturelle

A travers tous ces journaux communards se reflète bien toute la vie intense de réflexion intellectuelle, de remise en question des principes du vieux monde, qui animait non seulement quelques journalistes de l'opposition, mais tout un peuple de travailleurs avides de s'informer, de comprendre, de reconstruire un monde neuf. «Pour la première fois, écrit Lissagaray, on entend les ouvriers échanger leurs appréciations sur des problèmes qu'avaient abordés jusqu'ici les seuls philosophes. Un nouveau siècle vient d'éclorre».

Paule SACONNET

DANS NOTRE COURRIER

FRONT ROUGE Organe Central du PCR ml

n°6 Nouvelle Série
Au Sommaire :

- Unité : faisons le point..... p. 5
- Deuxième réunion nationale des cellules d'entreprises..... p. 8
- La mobilisation du 21 mars, un succès pour le Parti..... p. 14
- SNCF : un bilan nécessaire..... p. 19
- Chine, à propos de l'incident politique contre-révolutionnaire de la place Tien An Men..... p. 36

PASSEZ VOS COMMANDES À
FRONT ROUGE BP 68 - 75019 PARIS - CCP 31 191 14 LA SOURCE
LE NUMÉRO 5 F



Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR(ml)
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET - Imprimé par IPCC Paris
Distribué par les NMPP - Commission Paritaire : 56942

LES BRIAROIS... LA TÉLÉ ET LES SONDAGES !

Ici, à Briare, «la-petite-ville-qui-vote-comme-toute-la-France», on sait maintenant à quoi s'en tenir sur les sondages et sur la télévision !

Depuis jeudi soir, les mêmes mots sont sur toutes les lèvres : «Scandaleux !», «Les sondages : tous truqués, arrangés d'avance !», «Ils se foutent de nous», «Rien que des mensonges !». Un travailleur nous a même dit : «Maintenant, quand je regarderai la télé, je vais être drôlement méfiant et je chercherai toujours à voir ce qu'on veut me faire avaler !»

LES FAITS : La télé et la SOFRES débarquent à Briare pour opérer un «sondage à chaud» après la conférence de presse de Giscard.

On réunit donc des Briarais d'horizons politiques différents autour d'un poste de télé, on les invite à prendre des notes et, le soir, ils se retrouveront à la mairie transformée en studio, pour participer à un débat qui sera retransmis en direct sur TF1. Les travailleurs présents, sont bien décidés à dire ce qu'ils pensent de Giscard et Cie.

JEUDI SOIR : J. Besançon, commence par une présentation de Briare, longue, ennuyeuse, inintéressante et stupide... puisqu'on veut faire croire que les Briarais passent leurs dimanches à regarder les voitures défilant sur la RN7 en respirant goulument les gaz d'échappement !!!

Résultats du sondage : on voit alors défiler un... «échantillonage», soigneusement trié. Des personnes interrogées, 4 sur 10 se déclarent à gauche. On se garde bien de nous donner le pourcentage de ceux qui n'ont pas voulu répondre, et de ceux qui ont tout simplement mis les «sondeurs» à la porte ! Et il y en a...

Et le festival commence ! C'est un triomphe pour Giscard !

Comme par hasard, les deux tiers des interrogés ont eu une bonne impression de sa conférence de presse.

Comme par hasard, 50% l'ont trouvé convainquant.

Comme par hasard, la majorité des Briarais pense que les étudiants ont tort de manifester.

Comme par hasard, de 58 à 60% estiment positif le bilan de Giscard.

Saluons, au passage, les spécialistes de la SOFRES, pour leur étonnante puissance de travail, puisqu'une demi-heure avant le début de l'émission, ils étaient toujours en train de courir pour ramasser dans Briare les feuilles de sondage...

Arrive enfin le moment tant attendu. Les Briarais vont parler !

Eh bien NON !

La parole... ce sont les spécialistes en analyses politiques soi-disant scientifiques, qui vont la prendre, la monopoliser et ne pas la rendre.

Ce que pensent les gens présents, ce qu'ils ont à dire (et ils en ont !), la télé s'en moque éperdument !

Qu'on ait fait croire aux travailleurs présents qu'ils allaient pouvoir parler et qu'on les en empêche au dernier moment... c'est sans importance pour les spécialistes du truquage de la vérité !

Que le peuple prenne la parole pour dire qu'à Briare les jeunes s'ennuient, pour crier que la Manufacture a licencié 300 travailleurs, pour dire que les travailleuses de Radiac ont lutté pendant des mois et des mois contre le chômage qu'on voulait leur imposer, il n'en était pas question !

Que les gendarmes soient à l'entrée de la mairie pour filtrer soigneusement ceux qui venaient assister au soi-disant débat, cela non plus n'a pas d'importance pour la télé !

Que des jeunes travailleurs, ouvriers et paysans, qui voulaient entrer, se soient faits refouler, voilà une preuve supplémentaire qu'à Briare, jeudi soir, la légende de la petite ville modèle, en a pris un sérieux coup !

En tous cas, ici, à Briare, c'est fini. Télé, radio, sondages et compagnie, on n'y croit plus. Une fois de plus, la bourgeoisie a soulevé une pierre qui lui est retombée sur le pied.

Correspondant Briare

FÊTE de REBELLES 1^{er} MAI TOUS A PARIS

Mensuel de l'U.C.J.R.

Cartoucherie de Vincennes
LA FÊTE SE TIENDRA Y COMPRIS EN CAS DE PLUIE

- SCÈNE CENTRALE :
- PIERRE CHAMPION
 - ROGER SIFFER
 - CHIC STREET MAN
 - IMAGO
 - GILLES SERVAT
 - AKENDENGE
 - INTERCOMMUNAL FREE DANCE MUSIC ORCHESTRA
 - avec HO MAKKA et ARTHUR WINKLER
 - CARLOS ANDREU

- FRANÇOIS TUSQUES
- GROUPE SOHO
- LE CABARET DE LA RUE DE LA RÉ (LYON)
- CHORALE IRANIENNE
- FANFARE
- UN VIOLONISTE IRLANDAIS
- GÉRARD GAUCHE
- PIERRE DRIGHI (CHANTEUR CORSE)

Forums de 18 H à 24 H :

- LE SPORT
- MAI 68
- LE THÉÂTRE
- LA POLLUTION
- LA JUSTICE
- AVORTEMENT-CONTRACEPTION
- LE CINÉMA PROGRESSISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE
- LA PRESSE POUR LES JEUNES
- LA CHANSON POPULAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE
- LA LUTTE CONTRE L'ÉCOLE CAPITALISTE
- LE CHÔMAGE DES JEUNES
- LES APPRENTIS
- LA CAMPAGNE ANTI-JEUNES
- LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN CHINE

- LES JEUNES OUVRIERS SONT EN LUTTE

Avec des jeunes de plus de 20 pays de tous les continents

PLUS DE 70 STANDS - 10 EXPOSITIONS - CONCOURS TOUTE LA SOIRÉE - NOMBREUSES ATTRACTIONS

Appel des apprentis de Blois

Le Comité apprentis de Blois appelle tous les apprentis de France à la fête de Rebelles, le 1^{er} Mai à Paris. Une délégation d'une dizaine d'apprentis de Blois se rendra à la fête de Rebelles, et participera aux forums.

- Pour échanger nos expériences
- Pour élaborer une plate-forme nationale des revendications
- Pour engager des luttes d'ensemble
- Pour développer l'unité des apprentis avec la classe ouvrière et les autres couches de la jeunesse, en lutte contre le capitalisme.

Les travailleurs cap verdiens en France

Le groupe culturel des travailleurs Cap Verdiens en France participera à la fête de «Rebelles» le 1^{er} Mai. Il présentera une pièce reflétant les luttes et les aspirations des peuples de Guinée Cap Vert, d'Afrique. Par ailleurs un stand permettra de mieux appréhender la réalité socio-politique de ce pays et de discuter avec des militants de l'association.

A 22 H: MEETING DE L'U.C.J.R.

Prendront la parole :

JEAN FRANÇOIS VITTE
secrétaire national de l'U.C.J.R.

- Un camarade palestinien
- Un camarade espagnol
- Un camarade chilien
- Des ouvriers en lutte

Venez nombreux ! Cette fête, c'est l'affaire de la jeunesse ouvrière et populaire, de toute la Jeunesse Révolutionnaire.

Vignettes à commander à «Rebelles» (57, rue Ordener 75 018 - Paris) : 8 F - Entrée 10 F

De 18 H à 2 H : 2 cinémas-débats

1^{er} MAI

GRANDES FETES POPULAIRES

LYON SAMEDI 1^{er} MAI DE 17 h A 24 h
Centre Pierre Valdo (Rue P. Valdo) LYON 5
CARREFOUR SUR LES LUTTES

Avec des travailleurs de Lip, Paris-Rhône, SNAV, Berliet, Brandt, CEM, TCL, PTT, SNCF, etc... de Manducher (Oyonnax), Bonnet (Villefranche), de la chaussure (Romans), de la Drôme, etc...

• APRES L'ASSASSINAT DE SIX OUVRIERES A CLERIEUX, des travailleurs de la Drôme témoignent.
• DES PAYSANS TRAVAILLEURS expliquent leurs luttes et vendent leur produit.
• FORUM SUR LES LUTTES DE QUARTIER : contre le chômage et la vie chère, expulsions, etc... avec des militants des Comités des quartiers de Lyon et de la banlieue.

LES PEUPLES DU MONDE EN LUTTE :

- Des représentants de la Palestine en lutte (GUPS), d'Iran (UEIF), des Commissions Ouvrières (Espagne).
- Cité internationale : stand des organisations (Palestine, Iran, Espagne)...

- Jean Lermet, Yomna El Khalil, envoyée spéciale du Quotidien du Peuple au Liban.
- Jean-Paul Gay, envoyé spécial du Quotidien du Peuple à Djibouti.

INTERVENTION DE BERTRAND REY
membre du Comité Central du PCR (ml)

Cinéma - Diapo - Vidéo non stop

LIP 73-74
- L'heure de la libération a sonné
- L'OLIVIER
- La grève de Cerisay : «Scènes de grève en Vendée»
- La grève de Caravallair : «Quant tu disais Valéry»
- Les travailleurs immigrés : «Les Mésigris»

«La santé en Chine populaire»
Montage vidéo : Dario Fo à Lyon
Montages : Palestine - Liévin - Djibouti
- Buffet : spécialités
- Jeux et attractions
- Loisirs pour les enfants

avec : **LOS CHACOS LA BAMBOCHE** et à partir de 21 h 30 : **ALAIN BERT LA CARMAGNOLE** orchestre - danse

ROUBAIX SAMEDI 1^{er} MAI DE 14 h A 22 h
178, rue Jules Guesdès
48, rue Nabuchodonosor
Spectacles pour les enfants (de 14 H à 16 H)

LES CLOWNS DU PRATO DE LILLE ET SES CRACHEURS DE FEU
JEUX - ATTRACTION - CONCOURS

Les travailleurs accusent le capitalisme en crise

Le Renouveau des luttes à Roubaix. Halte aux atteintes aux droits syndicaux :

Avec la participation d'ouvriers de la lainière, Sartelys, Motte Bossut, Hutchinson... et des délégations d'entreprises de CIT Alcatel, Babcock, INSEE, Usinor-Dunkerque...

Lip, ce n'est pas fini

AVEC UNE DÉLÉGATION D'OUVRIERS DE LIP.

La justice, non leur justice

AVEC M ET MME DEWEVRE, DES JUGES PROGRESSISTES DU NORD.

LES MINEURS DE LIEVIN ACCUSENT LES HOUILLÈRES, AVEC DES MINEURS DES PUIITS 4 ET 7 DE L'U.P. DE LENS.

Pour une santé au service du peuple

AVEC DES MÉDECINS, DES EMPLOYÉS HOSPITALIERS DE LILLE, ROUBAIX.

A l'Alma-gare... «Y'en a marre»

APRES LA MORT DE LA PETITE SARAH, DES MILITANTS DE APF DE L'ALMA PARLENT.

Ni chômeurs, ni cadres au service du capital, avec des étudiants du Campus d'Annappes.

Soutien aux luttes des peuples du monde

Avec :
- Des militants des Commissions Ouvrières Espagnoles
- Des représentants de la Résistance Palestinienne, membres de la GUPS

- Des militants du MIR chilien, de l'UNECAS (Djibouti)
- Avec Grégoire Carrat, de retour du Sahara Occidental.

Pour préparer l'offensive ouvrière Pour une issue révolutionnaire à la crise

Intervention d'un membre du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

avec **Raoul de Godewarsvelde**

AVEC DES ACCORDÉONNISTES, GROUPE POP MUSIQUE DE ROUBAIX
BUVETTE, FRITES, PATISSERIE

En permanence :

- Stand du Comité de Lutte Contre le Chômage de Hem, avec Yves Beaumont (juriste) et bourse aux vêtements.
- Stand du Quotidien du Peuple
- Stand de la Librairie Populaire de Lille
- Stands attractifs
- Films anti-impérialistes et chinois.

mardi 27 AVRIL

TF 1

18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Tziganes sans frontières
21 h 50 - Ces années-là
22 h 40 - De vive voix
23 h 40 - Journal

A 2

18 h 30 - Journal
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les dossiers de l'écran
La rumeur
23 h 15 - Journal

FR 3

19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Films policiers, aventures
L'homme de Borneo
22 h 35 - Journal

feuilleton HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Les rangers ont attaqué le village de Hon Dat. Les partisans se sont repliés dans une grotte.

13^e épisode
LA GROTTÉ EST ENCLERÉE

Une heure après le repli des guérilleros dans la grotte, les assaillants se répandaient dans tout le village.

Au flanc de la colline, sous le feuillage d'innombrables jaquiers, Hai Thep (1) et ses hommes épiaient chacun de leurs gestes. Ils pouvaient les voir qui grouillaient entre les jaquiers, les mangoustaniers et les avocatiers, grimpaient sur les cocotiers, s'interpellaient bruyamment. Le soleil pailletait d'or les feuillages comme tous les matins, mais dans le village, le vacarme régnait, fait de cris, de détonations, de glossements affolés de la volaille et aussi de bêlements plaintifs des vaches. Au pied des cocotiers, des rangers se prélassaient. Leur uniforme panthère les transformait en buissons et on ne pouvait les distinguer que quand ils se déplaçaient.

Un groupe trimbalait des ustensiles de cuisine qu'il venait de rafter. D'autres - à peu près une section - se dirigeaient vers le ruisseau qui contourne la colline.

On l'appelle Ruisseau aux Anguilles, en raison d'un couple d'anguilles blanches d'une grosseur phénoménale qui y vivait depuis toujours et que personne n'avait osé attraper. Une fois, un vieux pêcheur du nom de Suôn y jeta ses lignes mais perdit tous ses hameçons, sans parler du fait que par la suite il avait dû garder le lit pendant plusieurs mois.

Nul ne savait au juste si l'histoire du père Suôn était vraie, mais l'existence des anguilles était réelle et l'eau du ruisseau limpide et saine. C'est elle qui donne à la région sa riante fraîcheur. (...)

NOTE : (1) Secrétaire de la cellule locale du Parti



Hai Thep et ses hommes rejoignent la grotte.

La colline mesurait quelque quatre kilomètres de pourtour. De forme oblongue, elle ressemblait à une énorme carapace de tortue avec ses mille mètres de long et ses sept cents mètres de large. Elle cachait dans ses profondeurs une grotte dont l'unique ouverture, fort exigüe, donnait accès à un couloir qui débouchait sur une vaste galerie. De là, partaient trois boyaux qui s'enfonçaient dans l'obscurité. (...)

Les partisans vont dans la grande galerie.

Après avoir tourné à gauche, ils marchèrent cinq bonnes minutes en suivant un chemin sinueux avant d'arriver à un renflement assez large. Là régnaient une lumière blafarde et un bruit animé de voix. Les guérilleros et tous les cadres brûlés s'y étaient réunis, ne pouvant se mêler à la population sans être découverts par l'ennemi. Au lieu de la nuit noire comme on pouvait s'y attendre, les interstices des rochers laissaient filtrer une pénombre crépusculaire. L'ambiance était vivante, quelque peu fantasmagorique avec ces pas silencieux, ces voix plus chaudes et ces silhouettes qu'on reconnaissait sans bien les distinguer. (...)

- Je ne vous apprends rien, fit alors Hai Thep, en vous disant que cette fois, l'ennemi lance un ratissage d'envergure inconnue jusqu'ici dans la province. Après s'être accroché avec nous à Van Thanh, il est maintenant chez nous. Je me suis rendu compte tout à l'heure en observant du haut de la colline, qu'il va assiéger la grotte. Il tient les points d'eau et nous coupe du hameau. Les sentinelles viennent de signaler que dix LSM ont débarqué sur la plage, à un kilomètre d'ici. Ils vont nous attaquer. Il nous faut trouver le moyen d'y faire face.

Des explosions interrompirent l'exposé de Hai Thep. Une pluie de terre et de sable s'abattit sur le sol. Chacun se leva, comme mû par un ressort. Qu'est-ce donc ? De nouvelles explosions firent trembler des blocs de pierre mal consolidés.

Les rangers encerclent la colline. Les partisans organisent la défense de la grotte.

- Economisez votre eau, camarades. Nous n'en avons guère ici. Le riz séché est votre nourriture principale. Ne le grignotez pas dans les moments d'ennui.

- Mais on a du riz blanc dans la grotte, dit Toï.
- Oui ! Tout juste quelques boisseaux. Pour trois ou quatre jours au maximum.
- Mais ils seront partis, d'ici là !
- Rien de moins sûr. Et s'ils nous assiégeaient pendant une semaine ?

Personne ne répondit à la question de Ngan. Chacun se choisit une place et s'assit en silence. Tous les canons étaient pointés vers l'ouverture. Ngan fixait des yeux le sentier à travers le pré. Il regardait les cocotiers immobiles, leurs palmes luisantes où scintillaient des taches de soleil. Des soldats en tenue grise allaient et venaient, transportant il ne savait quoi. Il entendait le bruit des ustensiles de cuisine et les cris des soldats, mêlés au bruit des cocos qui tombaient lourdement.

à suivre

BRESIL

QUAND LE MIRACLE DEVIENT MIRAGE

La période ouverte en 1973 se caractérise par une série de difficultés pour la dictature tant économiques que politiques. Dans le camp de l'opposition, les leçons des luttes de guerrilla urbaine de la période de 68-70, et leur échec commencent à être assimilés et, à travers une multitude d'escarmouches et de luttes dont il ne faut pas exagérer l'importance, le mouvement ouvrier et populaire a entrepris un processus d'accumulation des forces et de reconstruction. Les difficultés de la dictature, le développement d'une opposition bourgeoise, l'aiguïsement de contradictions au sein même du bloc dominant, tout cela constitue un cadre relativement plus favorable que dans la période antérieure.

Le mythe de l'expansion s'effondre

A partir de la fin de 1973, le Brésil subit le contre coup de la crise mondiale. En effet, dans la mesure où la dictature avait misé sur le flux continu de capitaux étrangers dans certains secteurs (biens de consommation durables) pour entraîner le reste de l'économie, la relative diminution de ce flux, liée aux difficultés monétaires internationales et aux restrictions de crédit commencent à se faire sentir : le taux de croissance de l'économie, qui était tombé à 4% l'an dernier, devrait être nul cette année. C'est pour attirer de nouveaux investissements étrangers que récemment le gouvernement a supprimé le monopole de l'État dans le secteur du pétrole, Petrobras, créé en 1953. C'est pour la même raison que Geisel aujourd'hui vient en France et, à travers cette visite dans notre pays, va essayer d'attirer les capitaux européens.

Une dépendance accrue

D'autre part, cet appel «sauvage» aux capitaux étrangers a encore accru la dépendance du Brésil par rapport à l'impérialisme, particulièrement américain. Aujourd'hui, la dette extérieure du Brésil dépasse 23 milliards de dollars, soit cas exceptionnel dans le monde, environ 31% de son produit national brut !

Les goulots d'étranglement

En fait, si le Brésil est particulièrement vulnérable à la récession internationale, c'est en raison du modèle d'expansion qui a été choisi par la dictature : en effet deux axes ont été définis, et chacun d'entre eux s'avère un goulot d'étranglement pour l'économie. D'une part, la constitution d'un marché intérieur de 15 millions de privilégiés ne suffit pas à absorber la production.

D'autre part, la priorité à l'exportation se heurte à une concurrence effrénée pour la conquête des mar-

chés. Aujourd'hui, l'Amérique Latine, le Japon ne sont pas des débouchés suffisants. La nécessité de trouver d'autres marchés en Afrique, en Europe explique sans doute certains aspects de la politique étrangère du Brésil depuis un an, telle que la reconnaissance de la République Populaire d'Angola, l'alliance nucléaire avec l'Allemagne, ou certaines positions non-alignées par exemple sur les 200 milles marins...

La «détente» n'est pas la démocratisation

C'est dans ce contexte de début de crise que Geisel est arrivé au pouvoir, il y a deux ans. Son accession signifiait la volonté d'une partie du bloc dominant d'instaurer une décrispation de la vie politique, une distensão (détente), qui aurait permis de trouver une «issue politique» aux difficultés du Brésil, tandis que d'autres voulaient continuer l'escalade répressive. Cette détente devait s'appuyer sur une ouverture et une légalisation de la dictature, le

que Brésilien), parti officiel d'opposition, ainsi que la signification de ce vote a tout de suite coupé court à cette ouverture. En effet, le MDB, prenant appui sur les propres déclarations de Geisel a mis l'accent sur certaines «irrégularités» du régime et a espéré que les promesses de détente se concrétiseraient. Sa campagne a trouvé un large écho, et beaucoup y ont vu une brèche par laquelle les choses pourraient changer. La réaction de la dictature ne s'est pas fait attendre : répression accrue.

En réalité, si la réaction a été aussi vive, c'est que ces élections ont montré la rupture qui existait entre la dictature, expression du grand capital et les autres secteurs de la bourgeoisie, moyenne bourgeoisie agraire, par exemple, et petite bourgeoisie. C'est aussi et surtout parce qu'elle a témoigné que le mouvement ouvrier avait repris de la vitalité et que l'opposition démocratique se renforçait.

Résultat : Geisel a été obligé de déclarer : «La détente n'a rien à voir avec une redémocratisation du pays», et a rappelé que les lois fondamentales étaient toujours en vigueur.

Le Brésil en état de siège permanent

Tout le système politique brésilien est fondé sur la notion de «sécurité nationale» ; la sécurité nationale, qui parfois amène les militaires brésiliens à faire des «incursions» au-delà des limites «natio-



extrêmement large. Qu'on en juge plutôt : «L'utilisation de tout moyen de communication sociale, journaux, revues, périodiques, livres, tracts, bulletins, cinéma, radio, télévision, théâtre, et de tout moyen de même genre comme véhicules de propagande de guerre psychologique adverse, ou de guerre révolutionnaire ou subversive...»

La constitution de comités, réunions publiques, manifestations, défilés, de grèves interdites...»

Au niveau de la répression, il existe non seulement un arsenal de lois et de corps répressifs officiels, mais en outre chaque bras de l'armée possède son service d'informations et d'opérations sur lesquelles il ne donne aucune indication au pouvoir judiciaire ; ceci sans

gne au Brésil et à l'étranger.

Les luttes de la classe ouvrière

La classe ouvrière a été affaiblie par ces années de dictature, elle a dû apprendre les formes de travail clandestin dans des conditions de répression particulièrement difficiles, et en utilisant aussi les très minimes possibilités légales.

Si, dans les années 67-68, le mouvement ouvrier a accompli une percée importante, en particulier dans l'État de Sao Paulo avec la lutte d'Osasco et le 1^{er} mai à Sao Paulo, et à Cotagem, aujourd'hui, les luttes ouvrières s'étendent à d'autres régions du pays et mettent en branle un nombre croissant d'ouvriers. Les ouvriers métallurgistes de Sao Paulo, où les luttes ouvrières sont anciennes et importantes, ont réussi à faire des assemblées de 3 000 personnes et des «commissions de salaires» commencent à se monter dans diverses usines. Mais maintenant des luttes ont lieu également à Belo Horizonte, Porto Alegre et Rio pour obtenir le paiement de salaires en retard, pour de meilleures conditions de travail. A Rio, les banques et les Arts Graphiques sont entrés en action. A Rio, deux cent mille personnes ont participé aux luttes contre les conditions de transport. Nous en donnons un témoignage, extrait d'un journal brésilien, «Jornal Movimento», sur ces luttes de juillet dernier :

«Un ouvrier ou un travailleur qui habite la banlieue de Rio de Janeiro doit se réveiller à 4 heures du matin, prendre le train à 5 heures s'il veut arriver à temps à son travail qui commence à 7 heures. Sans cela, il peut arriver en retard et être renvoyé par son patron. Tous les jours le même drame se

répète entre 5 et 7 heures, les trains sont plus que bondés et plusieurs personnes ne trouvent pas de place.

De plus, les trains n'ont pas d'horaire fixe et l'arrivée au lieu de travail est souvent retardée par les trains qui tombent en panne et s'arrêtent à mi-chemin. Le bourrage des trains et le manque de sécurité qui s'en suit provoquent des accidents graves et des morts de passagers.

En réponse à ce type de violence, la masse des usagers a saccagé plusieurs stations de trains entre septembre 1974 et mai 1975.

Les troupes de l'armée et de la police militaire avec l'objectif d'occuper militairement les stations, ont chargé la foule et fait de nombreux prisonniers.

De graves conflits eurent lieu les 9 et 10 juillet 1975. Le peuple fut attaqué par des troupes de parachutistes, de police de l'armée, de police militaire et par des chiens dressés. Il y eut des morts. Le 24 juillet, après un incident à la station de Castilho, la police militaire a de nouveau été lancée pour réprimer le peuple désarmé.

Cette reprise des luttes, leur extension progressive montrent que la classe ouvrière brésilienne est en train de refaire ses forces, sans qu'il s'agisse encore, pour autant, d'une offensive généralisée. La plus ou moins grande rapidité avec laquelle la classe ouvrière et le peuple brésiliens parviendront à abattre la dictature dépendra de la capacité d'une avant-garde communiste à capitaliser ces luttes, à les organiser et à fournir des perspectives politiques qui correspondent effectivement à la situation réelle du pays, sans découragement et sans sur-estimation du niveau de luttes.



tout soutenu par une campagne sur la normalité démocratique au Brésil. C'est pourquoi le gouvernement a invité les Brésiliens à voter massivement aux élections de novembre 74.

«La victoire du mouvement d'opposition consentie»

La victoire du MDB (Mouvement Démocratique

nales», par exemple au Chili, en Uruguay, en Bolivie, etc... est fondée sur l'idée de la «sécurité intérieure de l'État», et celle de «lutte contre l'ennemi intérieur». Les termes du combat sont d'un anti-communisme sommaire, comme dans tous les régimes fascistes ; il s'agit de «défendre l'Occident Chrétien contre l'Orient Communiste».

La définition de la «propagande subversive» est

parler des groupes parallèles tels que l'Escadron de la Mort. Des milliers de gens sont ainsi enlevés par ces groupes sans qu'on sache où ils se trouvent, des milliers sont liquidés après avoir subi la torture, la seule, l'invariable méthode de tous les interrogatoires. On est ainsi sans nouvelles du militant syndical Oswaldo Pacheco et le syndicaliste paysan Manuel de Conceicao Santos n'a dû sa libération qu'à une intense campai-